

# **lutte ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1291 - 2 avril 1993 - prix : 9 F



3 millions  
de chômeurs  
aujourd'hui,  
**COMBIEN  
DEMAIN ?**

**NOUVEAU GOUVERNEMENT  
MEME POLITIQUE  
ANTI-OUVRIERE**





**L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER**

**3 millions de chômeurs aujourd'hui,  
COMBIEN DEMAIN ?**

## **NOUVEAU GOUVERNEMENT MÊME POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE**

Les commentateurs s'extasient devant la célérité de Balladur à mettre en place son gouvernement. La belle affaire, quand on sait que les jeux étaient faits depuis le premier tour, et même avant, et que Mitterrand et Balladur s'étaient concertés pour organiser la transmission des pouvoirs. Second motif de surprise admirative, le nouveau gouvernement est un gouvernement réduit : 29 ministres seulement, pas de secrétaires d'État. Là encore, c'est faire de nécessité vertu. Car ce gouvernement, qui n'est, comme l'était son prédécesseur, qu'un gouvernement de transition, a pour principal rôle d'occuper le terrain politique jusqu'à la prochaine échéance électorale décisive, l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu au plus tard dans deux ans, à moins que l'état de santé ou l'état d'esprit de Mitterrand fasse qu'il décide d'écourter les délais. Moins ce gouvernement sera nombreux, moins, du coup, seront nombreuses les contradictions en son sein.

Car le gouvernement Balladur est tout sauf une équipe solidaire entre elle. Il est un gouvernement de cohabitation à deux titres : la cohabitation avec Mitterrand, et la cohabitation entre les courants rivaux de la droite. Il est le résultat d'un laborieux dosage qui a pris en compte l'équilibre entre les différentes composantes de la nouvelle majorité, auquel se surajoutent les ambitions personnelles de chacun de ses principales têtes de file. Ambitions qui ne se limitent pas forcément pour certains, à l'obtention d'un maroquin ministériel. Il y en a qui lorgnent aussi vers l'Élysée, ce qui promet dans les mois qui viennent quelques pugilats ver-

baux, plus ou moins ouverts, et quelques petites phrases assassines entre les vainqueurs du 28 mars.

Car la droite, tout en s'en réjouissant, manifeste quelque embarras à sa victoire. Sur le plan politique parce que cette victoire arrive trop près des présidentielles, et qu'il lui faut assumer la responsabilité de la gestion de la situation et du coup assumer l'impopularité qui va en découler. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les principaux partants à la course à l'Élysée, Chirac, Giscard, Barre, se sont bien gardés d'accepter de se retrouver ministre.

Car le chômage continue de s'aggraver. Le cap des 3 millions de chômeurs vient en effet d'être franchi dans les statistiques officielles rendues publiques le 30 mars. La nouvelle équipe gouvernementale aura beau jeu de prétendre qu'il s'agit là de l'héritage de ses prédécesseurs socialistes. Ces derniers avaient d'ailleurs utilisé le même argument lors de leur accession au pouvoir, en 1981. Sauf que cette excuse ne peut jouer qu'un temps, en supposant qu'elle joue. Car on va vite s'apercevoir que la politique du nouveau gouvernement ne différera pas de celle des gouvernements socialistes. Elle se traduira, elle aussi, par des subventions sous des formes diverses aux entreprises, c'est-à-dire à leurs propriétaires, aux capitalistes.

C'est d'ailleurs ce qu'attend de Balladur le patronat et ses porte-parole. Le Figaro, dans un de ses éditoriaux, parle de la nécessité de "diminuer les charges" pour "oxygéner les entreprises". D'autres, ou les mêmes, réclament des mesures d'assouplisse-

ment de la réglementation concernant l'embauche et les licenciements, une déréglementation qui, dans la loi, et encore plus dans les faits, est largement engagée depuis maintenant des années. Car les socialistes avaient sur ce terrain amplement défriché la voie que les patrons, forts du rapport de forces en leur faveur, n'ont pas hésité à emprunter sans le moindre état d'âme. Ils ont, depuis des mois, licencié à tour de bras, ou bien encore transformé des emplois en fixe en emplois précaires ou à temps partiel, simplement pour pouvoir bénéficier des exonérations de charges. Ces 3 millions de chômeurs ne sont quand même pas les conséquences d'une quelconque malédiction surnaturelle, ils ne sont pas simplement un mal socialiste, même si ceux-ci ont grandement contribué à faciliter la chose. Ils sont surtout le produit des choix du patronat, qui sacrifie à la fois la production des biens nécessaires et utiles, et le sort des travailleurs, pour pouvoir faire la seule chose qui compte pour lui, faire du profit, le plus rapidement et le plus facilement possible.

Voilà pourquoi le remplacement de Bérégovoy par Balladur au chevet du patronat ne change rien d'essentiel pour les travailleurs. Le gouvernement précédent a amplement démontré qu'il était au service de ce patronat, et personne ne peut penser qu'il n'en sera pas de même du nouveau. Alors il faut que les travailleurs utilisent, dans la guerre que le patronat leur mène, les seules armes dont ils disposent pour se défendre, les armes de la lutte de classe.

Arlette LAGUILLER



## APRÈS LE DEUXIÈME TOUR

**Il n'y a donc pas eu de rebondissement au deuxième tour. La représentation du PS est vraiment réduite au strict minimum pour un parti qui a la prétention de jouer un rôle sur la scène parlementaire. 67 députés, en comptant ceux du MRG – mais oui, ça existe, et ça a même 6 députés avec 0,89% des votes – juste de quoi déposer de temps en temps une motion de censure.**



...tandis que Chirac affiche le sourire du vainqueur.

AFP

Cette fraction de l'électorat socialiste, qui s'est abstenue au premier tour et vers laquelle les chefs du PS ont lancé des appels pitoyables entre les deux tours, n'a pas plus jugé utile de se déplacer au second. L'abstention au deuxième tour a dépassé celle du premier (32,28% contre 31,7%) sans compter les bulletins blancs ou nuls qui ont grimpé jusqu'à près de 10% des votants.

La coalition RPR-UDF s'adjuge en revanche 460 sièges à l'Assemblée. Avec seulement 39,47% des voix, faut-il le rappeler. Si l'on tient compte des "divers droite" qui ont recueilli 4,71% des votes au premier tour et qui ont 24 élus, 44,18% de l'électorat est représenté par 84% des députés (484 sur 577). Une majorité jamais vue à l'Assemblée dans l'histoire des trois dernières Républiques. Mais lors des législatives de 1978, la droite déjà sur le déclin pourtant – trois ans avant de passer la main à la gauche – avait recueilli plus de votes, en valeur absolue comme en pourcentage, que dans les élections qui viennent de se dérouler. L'écrasante victoire de la coalition RPR-UDF est donc bien plus la conséquence de l'effondrement électoral du PS, amplifié par un mode de scrutin inique – dont le PS a profité avant d'en être victime et d'être laminé – qu'à la

progression relativement modeste de la droite par rapport aux législatives précédentes.

Avec 22 députés (24 si l'on y ajoute les apparentés de la Réunion et de la Guadeloupe), le PC sauve donc son groupe parlementaire. Il sera la cinquième roue du carrosse, par la force des choses. Il l'a déjà été dans la législature précédente, mais là, par choix. Le groupe parlementaire PC avait alors la possibilité de contribuer à renverser le gouvernement socialiste, une possibilité dont il n'a jamais voulu se servir. Pas même pour faire pression sur le gouvernement PS. Alors, autant dire que cette fois, le rôle du groupe communiste à l'Assemblée sera purement décoratif.

Le Front National, tout en progressant en voix au premier tour, a donc perdu au deuxième le seul siège qu'il détenait. Mais il faudrait être naïf pour s'en réjouir. Le véritable problème est l'existence et le poids de l'électorat d'extrême-droite, pas son reflet parlementaire. Présent à l'Assemblée ou pas, le Front National pèse de toute façon sur la vie politique. A l'échelon municipal, cantonal, départemental ou régional, combien de maires, de conseillers généraux ou régionaux de la droite parlementaire, souvent députés, en même temps, composent déjà avec le Front National, sinon

toujours en collaborant officiellement avec ses représentants – encore que... – du moins en reprenant ses thèmes réactionnaires, pour plaire à l'électorat lepéniste là où il est important. L'absence au Parlement donne même au Front National le rôle du martyr dans l'immédiat, et lui permet dans la période qui vient de pouvoir dégager toute responsabilité, même celle d'un vote à l'Assemblée, dans la politique qui sera menée.

### grandes manœuvres et petites ambitions

Les législatives ayant eu lieu, voilà le temps des règlements de comptes chez les vaincus, et les grandes manœuvres pour les présidentielles de 1995 chez les uns comme chez les autres.

Du côté PS, c'est donc le règlement des comptes sur fond de perspectives présidentielles. Le "big bang" de Rocard sombre dans le ridicule. Cela n'empêchera pas forcément Rocard de se relever dans un an ou deux, car le ridicule tue rarement dans la caste politique en France. Mais pour l'instant, il

est mal parti. Sa défaite à Conflans-Sainte-Honorine a affaibli sa position au sein du PS.

Rocard est toujours le seul en lice en tant que candidat, mais on ne sait plus s'il est encore candidat "naturel", il ne semble plus en tout cas tout à fait "officiel", et il se peut qu'il soit redevenu simplement "virtuel". Il n'a pas que des amis du côté d'un Fabius qui, à peine conforté d'avoir échappé au désastre dans sa circonscription, a tenu à affirmer le soir même des élections sa prééminence sur ce qui reste du PS. Contré lui-même le lendemain par Chevènement qui lui a sèchement dénié le droit de parler au nom du PS, Fabius semble se maintenir surtout parce que les ambitions contradictoires des "éléphants" du parti se neutralisent.

Quant "aux quadras", Ségolène Royal et Martine Aubry en tête, ils ne font pas dans la nuance et réclament que toute l'ancienne direction s'en aille. L'ours n'est pas encore né, mais sa peau est déjà à l'encan, et la génération montante a trouvé dans la défaite électorale commune une occasion pour tenter de débarquer l'ancienne. Il leur faut cependant un drapeau, un "présidentiable" et, à ce qu'il paraît, ils avancent le nom de Delors. Mais Delors, pour l'instant, ne dit rien, soit parce qu'il n'a rien à dire, soit parce que sa principale force est précisément de n'avoir rien dit depuis longtemps.

Du côté de la droite, les ambitions présidentielles rivales déjà affichées de Chirac, de Giscard, de Léotard et peut-être d'autres qui ne s'affichent pas encore, se conjuguent avec les ambitions rivales de leurs clientèles respectives pour des objectifs plus immédiats. La victoire du RPR à l'intérieur de la victoire de la droite, conjointement au refus de Chirac d'assumer l'impopularité qui attend, tôt ou tard, celui qui sera tenu pour responsable de la politique menée pendant les deux ans de crise et de chômage à venir, ont mis Balladur en orbite pour le poste de

Premier ministre. Le voilà déjà installé dans ses meubles. Mais il en reste des postes à pourvoir ! La présidence de l'Assemblée nationale, vers laquelle Baudis s'est précipité en posant sa candidature, sans même attendre la fin des élections, histoire sans doute de couper l'herbe sous le pied de Giscard, UDF pourtant comme lui. Mais du côté du RPR aussi, Mazeaud la dispute à Séguin. Des cabales similaires se font et défont pour la présidence des différentes commissions parlementaires.

Les différentes composantes de la coalition de droite ont commencé à se décomposer et à se recomposer. En fonction de l'appartenance à l'une ou l'autre des deux grandes formations majoritaires ? Nullement, car le clivage entre les giscardiens et les léotardiens à l'intérieur de l'UDF est aussi profond qu'entre l'UDF dans son ensemble et le RPR. En fonction d'options politiques ? Nullement. Hier, les ministrables "anti-Maastricht" du RPR, genre Pasqua, se montraient tout à fait disposés à taire leur divergence – proclamée si importante au moment du référendum – pour pouvoir entrer dans le gouvernement du pro-maastrichtien Balladur. Et l'unité de vues de Giscard et de Léotard sur l'Europe ne rend pas leur rivalité moins féroce.

Pour tous ces gens-là, les idées, les programmes, c'est bon pour les électeurs. Les élections finies, place au déchaînement d'ambitions personnelles, tolérées par la bourgeoisie, du moins tant qu'elles la laissent s'enrichir en paix sur le dos des travailleurs.

Alors, à tout prendre, de toutes les cohabitations, entre le président et la majorité parlementaire, entre l'UDF et le RPR dans cette majorité, entre les ambitions rivales à l'intérieur même de chaque parti, ce n'est pas nécessairement celle de Mitterrand et de Balladur qui conduira à une crise politique.

Georges KALDY

Le soir des élections, quelques socialistes subissant l'effet du Big Bang électoral...

AFP



AFP



Balladur Premier ministre :

Balladur, alors déjà ministre, en 1986, lors d'un Comité central du RPR. Le démarrage ayant eu rapidement des ratés, nous en sommes au re-démarrage...

## UN HOMME PAS VRAIMENT NEUF POUR CONTINUER À SERVIR LA BOURGEOISIE

Décision sans surprise, Édouard Balladur sera donc le Premier ministre de la cohabitation n° 2. C'est là un des éléments de la stratégie des dirigeants du RPR qui, échaudés par les résultats de la cohabitation n° 1 close par une nouvelle vague rose, entendent bien ménager les chances du présidentiable Jacques Chirac en laissant Balladur jouer les fusibles. Rien ne dit cependant que le calcul sera juste. Chirac tirerait une drôle de tête s'il s'avérait, en 1995, que ces deux nouvelles années de cohabitation ont fait de Balladur un présidentiable plus présentable. Après tout, dans l'histoire de la Ve République, le poste de Premier ministre a constitué au moins une fois un bon tremplin vers le poste de chef de l'État. Justement, à Pompidou qui a formé Balladur...

### Balladur, on a déjà donné

Car Balladur est loin d'être un homme nouveau. On l'a déjà vu à l'œuvre comme ministre des Finances du premier gouvernement de cohabitation entre 1986 et 1988. La politique qu'il a menée à l'époque n'avait rien de bien différent sur le fond de celle de ses prédécesseurs.

Fabius, à qui succéda alors Balladur, n'avait-il pas déjà permis, avant que celui-ci ne privatise, que les entreprises nationalisées retrouvent leur "autonomie de gestion", ce qui signifiait en clair que, comme les entreprises privées, sous prétexte de devenir rentables et obtenir des gains de productivité, elles devaient supprimer des effectifs.

Et pour faire bonne mesure, Balladur, ministre des Finances de 1986 à 1988, avait supprimé l'impôt sur les grandes fortunes (il dit aujourd'hui le regretter car certains y auraient vu un cadeau aux riches – où vont-ils chercher tout ça !).

Chef d'orchestre de la privatisation, il avait permis à l'une des plus grandes entreprises du pays, la CGE, aujourd'hui Alcatel-Alsthom, nationalisée en 1982, de retourner dans le secteur privé.

### Un homme lié au grand capital...

Balladur était bien placé pour s'acquitter de cette tâche. Il avait été lui-même un homme de la CGE, qui lui assura une confortable traversée du désert, à la

mort de Pompidou en 1974, en lui laissant tour à tour la direction de deux filiales, la CEAC (accumulateurs) et la GSI (informatique).

A la tête de la CEAC, lui qui s'inquiète beaucoup aujourd'hui de la montée du chômage, il paraît oublier que son passage avait surtout été marqué par sa capacité à se débarrasser de 40% de l'effectif !

De son passage à la CGE, il a conservé des amitiés avec Pierre Suard, le patron d'Alcatel-Alsthom, venues s'ajouter à celles qu'il avait déjà nouées. Fils et petit-fils de bourgeois affairistes qui avaient bâti leur fortune en Turquie, dans ce qu'il était convenu alors d'appeler l'Empire ottoman (le premier Balladur démarra en 1731 !), Balladur trouva, après la guerre d'Algérie, le chemin de l'ENA. Il se lia à Monod, le patron de la Lyonnaise des Eaux-Dumez, à Calvet, le PDG de Peugeot et au banquier Vernes, aujourd'hui alléché par les futures privatisations.

### ... Formé par Pompidou...

En 1964, Balladur commença sa carrière politique comme chargé de mission auprès de Georges Pompidou, alors Premier ministre de De Gaulle. Il aurait, paraît-il, inspiré les ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale, la mensualisation des salariés et l'actionnariat au rabais, avec titres non négociables, expérimenté alors à la Régie Renault.

Il ne se serait pas ménagé en

Mai 1968, faisant partie, dit-on, de ceux qui, dans l'entourage de Pompidou en route vers l'Élysée, n'auraient pas perdu la tête devant les "événements", contribuant notamment à mettre sur pied, côté gouvernement, la comédie des "accords de Grenelle", où fut bradée l'une des plus grandes grèves de l'histoire de ce pays.

Pompidou mourant, c'est encore Balladur, devenu secrétaire général de l'Élysée, qui sauvait les apparences. Après sa disparition, il fut écarté par Giscard et ses amis. C'est alors qu'il rejoignit la CGE.

### ... Et qui s'apprête à mener la même politique que les gouvernements précédents

Alors quelle politique va mener le Premier ministre Balladur ? Eh bien, celle qu'il a apprise dans les allées du pouvoir ou dans des conseils d'administration, celle qu'exige la bourgeoisie de n'importe lequel de ses larbins politiques, né comme lui

dans le sérail ou pas.

Pour prendre le seul exemple du chômage, selon Balladur, la responsabilité ne peut évidemment pas provenir de la politique menée par les chefs d'entreprise, non, il découlerait d' "une économie trop lourdement taxée". Et voilà le chômage qui devient une fois de plus prétexte à "abaisser d'environ 15% le poids de l'ensemble des impositions".

Il aime rappeler que, de son temps en 1986-1988, les allègements fiscaux, dont avaient profité les plus riches et les grandes entreprises, se montaient à 100 milliards par an. Et soulignant que le "patrimoine" – c'est-à-dire les propriétés – serait deux fois plus imposé en France qu'en Allemagne, il entend soulager une fois de plus ceux qui ont des biens et en tête ceux qui en ont le plus.

Alléger les charges des entreprises, faciliter la circulation du capital tout en rognant sur les acquis des travailleurs, cette politique-là n'est vraiment pas nouvelle. Elle nous a déjà été servie, depuis douze ans et plus, par tous les gouvernements successifs.

Jacques FONTENOY

### SOUSCRIPTION

Au total à ce jour

**987 296 F**

Avec ce qui nous est arrivé cette semaine, nous avons centralisé près d'un million... Il reste sans doute encore, ici ou là, des souscriptions qui ne nous sont pas encore remontées.

Nous demandons à nos amis de nous les faire parvenir au plus vite afin de pouvoir définitivement boucler nos comptes.

### CERCLE LÉON TROTSKY

le 16 avril 1993 - 20 h 30 à Paris

"APRES LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES..."

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - 75005 Paris

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F



## Scrutin majoritaire

# L'AUTRE FAÇON DE BOURRER LES URNES...

AFP



Ainsi la coalition UDF-RPR détiendra 460 des sièges de députés dans la nouvelle Assemblée nationale, contre seulement 67 pour le PS et ses alliés du MRG, et 24 pour le PCF et ses apparentés.

L'effet amplificateur du système de scrutin uninominal majoritaire à deux tours donc une nouvelle fois a joué son rôle en favorisant de manière flagrante l'alliance arrivée en tête des élections.

Bien que n'ayant recueilli que 44 % des voix au premier tour, la droite obtient donc une écrasante majorité, avec 84 % des élus, tandis que les courants d'opinion minoritaires n'obtiennent qu'une représentation réduite, voire pas de représentants du tout. Alors qu'à la proportionnelle intégrale, les écologistes devraient avoir 44 députés, ils n'en auront aucun, le PCF qui devrait en compter 53 n'en aura que 22, et le Front National qui totalisait pourtant 12,5 % des voix au premier tour n'aura finalement aucun candidat élu. Sans parler de l'extrême-gauche qui ne sera toujours pas représentée, alors qu'avec près de 3 %, elle devrait compter une quinzaine de députés à l'Assemblée.

Selon ses défenseurs, le mode de scrutin actuel faciliterait le fonctionnement de la démocratie en dégagant une majorité gouvernementale net-

**On arrive parfois, avec moins de 40 % des bulletins de vote, à faire plus de 80 % des députés !**

te et stable. Ce qui reste à prouver, car rien n'empêchera les alliés d'aujourd'hui, le RPR et l'UDF, de se retrouver opposés demain par des querelles et une concurrence politique, en vue des futures présidentielles, par exemple. Quant à la représentation proportionnelle, qui refléterait toutes les opinions de la population, on ne voit pas non plus en quoi cela pourrait entraver les décisions et bloquer le fonctionnement de la démocratie. Cet argument revient à dire aux électeurs que ce qui comptera, ce n'est pas leur opinion, mais les combinaisons politiques. Ce qu'on savait...

Du côté du Parti Socialiste et de Mitterrand, on regretterait, paraît-il, d'avoir maintenu ce mode de scrutin majoritaire. Face à la poussée de la droite, Mitterrand aurait déclaré entre les deux tours : "On n'en serait pas là si j'avais forcé la main aux premiers secrétaires du PS pour modifier le mode de scrutin, rétablir la proportionnelle". Des regrets tardifs et bien hypocrites.

Car si le PS et Mitterrand ont pendant plus de vingt ans, alors qu'ils étaient dans l'opposition, dénoncé ce "scrutin de voleurs" mis en place par De Gaulle, ils

s'en sont très bien accommodés une fois le rapport de forces électoral inversé. N'avait-il pas pleinement joué en faveur des socialistes, une première fois en 1981 et une seconde fois en 1988 ? Même la timide introduction de proportionnelle à la veille des élections de 1986 (avec un seuil minimum fixé à 5 % des voix qui, de toute façon, privait les petits courants comme le nôtre de toute représentation), justifiée par la peur des socialistes d'être battus, ne fut pas rétablie par la suite, après que le gouvernement Chirac l'eut supprimée.

En fait, ce système uninominal majoritaire à deux tours - qui décourage, au nom du "vote utile", les électeurs de s'exprimer selon leurs convictions en donnant leur voix au premier tour à des petits partis, et favorise les grandes formations politiques au second tour - n'était finalement pas pour déplaire aux dirigeants socialistes.

Aujourd'hui qu'ils se trouvent rejetés dans l'opposition face à une droite hégémonique, ils font mine d'en découvrir le caractère inique, tout en pensant que d'ici deux ans, ce système peut encore une fois leur être favorable.

## Marins-pêcheurs

# La "guerre du poisson" aura-t-elle lieu ?

Dimanche 28 mars n'a pas été qu'un paisible jour d'élections... En pleine mer, aux abords des îles anglo-normandes, la marine anglaise a été prise à partie par les marins-pêcheurs français...

Ce jour-là, au large de Guernesey, le bateau de pêche *Calypso*, suspecté de pêcher dans les eaux territoriales anglaises, était arraisonné par la Royal Navy et sommé de quitter les lieux. Le *Calypso* refusait d'obtempérer, retenait deux matelots anglais montés à son bord et les emmenait contre leur gré jusqu'à Cherbourg. Dans cette ville, quelques heures plus tard, des marins-pêcheurs s'en prenaient à une vedette de la marine anglaise qui mouillait dans le port, arrachaient et brûlaient son pavillon. En retour, la marine anglaise autorisait désormais ses marins, chargés de surveiller les eaux britanniques, à être armés lors de leurs missions...

Ces accrochages s'inscrivent dans le contexte de la crise actuelle subie par les marins-pêcheurs qui, depuis des mois, n'ont de cesse de faire entendre leur colère. Cette fois-ci, les marins-pêcheurs français revendiquent un site de pêche, appelé "le haricot", réclamé également par les marins-pêcheurs britanniques. Et une fois de plus, ce sont des revendications symétriques qui sont énoncées par les uns et les autres, confrontés en fin de compte aux mêmes difficultés.

Tous les marins-pêcheurs de la Communauté européenne refusent les quotas de pêche, considérés comme trop bas, fixés par les autorités de Bruxelles et leurs gouvernements. Ils refusent les prix auxquels on leur achète leur pêche, prix eux aussi plafonnés trop bas alors que les poissons se vendent toujours aussi cher sur les marchés. Ils ont les mêmes revendications et finalement des intérêts communs. Et pourtant, ils se retrouvent de fait, comme lors de ces incidents à propos de la zone de pêche du "haricot" près de Guernesey, face à face, à lutter les uns contre les autres, à être concurrents les uns des autres.

Les marins-pêcheurs sont, comme d'autres, comme les paysans, empêtrés dans les filets de la loi du marché. Ils voudraient en être les bénéficiaires tout en demandant des mesures qui les en protègent. Briser cette contradiction, dans laquelle les marins-pêcheurs sont piégés, serait le préalable indispensable à toute amélioration réelle de leur sort. Il leur faudrait rompre avec la politique protectionniste, avec le nationalisme et le repliement. Cette politique-là est celle des capitalistes de Bruxelles, de France, d'Angleterre et d'ailleurs. Eux se déterminent non pas en fonction de l'utilité sociale de telle ou telle production, mais en termes de profit. Non pas en considérant ce qui est nécessaire à la vie, mais en se demandant combien cela rapporte. Les marins-pêcheurs, eux, doivent chercher leurs alliés et leurs appuis du côté des autres marins-pêcheurs comme de l'ensemble des travailleurs. Faute de quoi, comme à Guernesey, ils ne peuvent que se retrouver engagés contre d'autres marins-pêcheurs dans une sale "guerre du poisson"...

Lucienne PLAIN



# LES ÉLECTIONS C'EST FINI

Pas de miracle, il n'y a que la lutte des travailleurs qui peut payer.



Une fraction des électeurs plus importante que d'ordinaire s'était abstenue au premier tour et malgré les appels au secours du Parti Socialiste, une fraction encore plus importante s'est abstenue au second.

Il faut dire que l'enjeu n'était pas bien grand. Au premier tour le résultat était déjà prévu mais une certaine diversité pouvait s'exprimer, alors qu'au second il n'y avait plus d'enjeu, à part pour quelques personnages en vue de la gauche. Les uns s'en sont bien sortis, d'autres pas, tel Rocard. Mais il ne se trouvera aucun travailleur pour les plaindre.

D'ailleurs, d'après les sondages, ceux qui se seraient le plus abstenus seraient les ouvriers.

Aujourd'hui, avec des ministres de droite plutôt qu'avec des ministres de gauche, mais de toute façon au service du patronat, il nous reste à affronter le chômage, les licenciements annoncés et ceux pas encore annoncés, et les réductions de salaires qu'on nous promet sous une forme ou sous une autre. Sans compter la faillite prochaine des ASSÉDIC et cel-

le, de plus en plus annoncée, de la Sécurité sociale.

Le bulletin de vote nous a montré ses limites. Il ne nous reste que la lutte.

Bien sûr, nous ne nous sentons pas en bonne situation pour lutter. La menace du chômage nous démoralise. Quand nous revendiquons quoi que ce soit, le patronat nous dit : *"Si je suis en difficulté, je vais mettre la clé sous la porte"*. Bien sûr, cela nous arrête.

Mais quand nous nous battons, c'est parce que les licenciements frappent notre entreprise. Alors c'est un combat d'arrière-garde et les travailleurs qui ne sont pas touchés, soit parce qu'ils ne le sont pas encore, soit parce qu'il l'ont déjà été, tout en étant solidaires moralement, ne se sentent pas en mesure de nous aider. Et d'ailleurs nous-mêmes, nous ne nous sentons pas les moyens de faire appel à eux.

Mais que nous n'y pouvions rien, ce sont les ministres, les hommes politiques, les représentants directs du patronat, les journalistes et même certains dirigeants syndicalistes qui nous l'ont dit, redit, répété, seriné à longueur de journée, pendant des années.

Mais cela ne correspond pas



à la vérité. Quand Citroën licencie tout en faisant des bénéfices, quand Renault fait des bénéfices miraculeux après avoir licencié (et probablement avant d'être privatisé), quand la Bourse monte de 9% en 2 mois et demi entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 mars, cela veut dire que tout ne va pas si mal pour les entre-

prises et le patronat.

Mais cela veut dire surtout que même lorsqu'ils licencient, même lorsqu'ils annoncent des pertes, ils ont besoin de nous. De nous tous.

En effet, sans les travailleurs, sans ceux qui restent, sans ceux qui finalement travaillent à plus bas prix par le

biais des jeunes qui remplacent les vieux, des contrats à durée déterminée, des allègements de charges sociales, sans les travailleurs qui finalement ont une productivité accrue pour une dépense réduite, il n'y aurait ni bénéfices, ni dividendes, ni actions dont le cours s'envole.

Telle ou telle entreprise peut supporter un conflit limité, au moment d'un licenciement, mais l'ensemble du patronat ne pourrait supporter des conflits qui se durcissent et surtout qui se généralisent et qui durent. Parce que là, adieu les bénéfices accrus grâce aux licenciements, adieu la joie des boursiers et des boursicoteurs, adieu la richesse de la bourgeoisie et de tous ceux, des hommes politiques aux journalistes, qui vivent de notre travail à tous.

Le bulletin de vote ne nous a rien apporté depuis douze ans et il ne nous a rien repris, même pas les illusions que nous n'avions déjà plus.

Sachons donc que c'est seulement notre solidarité de travailleurs, nos luttes, étendues des uns aux autres, de ceux qui sont touchés aujourd'hui à ceux qui le seront demain, qui pourront changer le climat social et faire que le patronat répartisse autrement un peu de tout ce que nous produisons pour lui.

**Editorial des bulletins d'entreprises du 29 mars 1993.**

## LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 25 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Île-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

## ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

|  | LUTTE OUVRIÈRE |        | LUTTE DE CLASSE             |
|--|----------------|--------|-----------------------------|
|  | 1 an           | 6 mois | (1 an soit 10 n°)           |
| France DOM-TOM   | 300 F          | 160 F  | 100 F                       |
| DOM-TOM, voie aérienne   | 390 F          | 200 F  | 140 F                       |
| Europe (soit zone postale 1)   | 420 F          | 210 F  | 100 F                       |
| Autres pays, voie ordinaire  |                |        |                             |
| - Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)                             | 450 F          | 230 F  | 140 F (comme voie aérienne) |
| - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 520 F          | 270 F  | 140 F                       |
| - Océanie (soit zone 4)  | 540 F          | 280 F  | 140 F                       |
| Autres pays, voie aérienne   |                |        |                             |
| - Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)                             | 480 F          | 250 F  | 140 F                       |
| - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 540 F          | 280 F  | 170 F                       |
| - Océanie (soit zone 4)  | 660 F          | 340 F  | 210 F                       |

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL et VILLE : .....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.



# Allemagne LES SIDÉRURGISTES MANIFESTENT EN MASSE À BONN

Piel / Gamma



Ils étaient de 70 000 à 100 000, vendredi 26 mars sur la pelouse du Hofgarten à Bonn, venus à l'appel de l'IG Metall (le syndicat de la métallurgie) protester contre les suppressions d'emplois dans la sidérurgie. Débarquant de 1 300 autocars et de 11 trains spéciaux, ils arrivaient bien sûr de la Ruhr, de la Sarre, de la Bavière, mais aussi des "nouveaux Länder" - c'est-à-dire de l'ex-Allemagne de l'Est - du Brandebourg et de Basse-Saxe.

Sur les 50 000 emplois qui doivent être supprimés dans la sidérurgie européenne, 40 000 doivent l'être en Allemagne : 30 000 à l'Ouest, 10 000 à l'Est. Au moment où le chômage outre-Rhin monte et dépasse maintenant les trois millions, tandis qu'en particulier la quasi-totalité de l'industrie de l'ex-RDA est démantelée, cette nouvelle saignée dans l'emploi inquiète l'ensemble de la classe ouvrière d'Allemagne, et bien entendu les sidérurgistes au premier rang.

D'autant plus que le patronat vient de montrer qu'il allait

profiter de la situation de l'emploi pour passer à l'offensive. C'est ainsi que l'accord qui avait été passé avec les syndicats dans la métallurgie, pour relever en début d'année de 26% les salaires des métallos de l'ex-Allemagne de l'Est, et les porter ainsi à 70% ou 80% des salaires ouest-allemands, a été dénoncé par le patronat qui ne propose que 9%.

Le syndicat IG Metall a donc réagi en organisant cette marche sur Bonn, commencée en milieu de semaine et qui s'est terminée trois jours plus tard dans l'ancienne capitale fédérale de la RFA. Les tra-

vailleurs ont répondu massivement. Mais le problème reste entier. Il faudrait des réactions moins sages, moins encadrées, qui menacent de s'étendre pour vraiment faire peur au patronat et au gouvernement allemands, et les faire reculer.

Toujours est-il que cette mobilisation aura au moins eu le mérite, pour la première fois depuis la réunification, de rassembler massivement dans la même action des travailleurs de l'Est et de l'Ouest. Et face à tous ceux qui essayent de dévoyer le mécon-

tentement devant la dégradation de la situation économique, en dressant les travailleurs les uns contre les autres, c'est un point de marqué. Car la classe ouvrière d'Allemagne est puissante, à condition qu'elle ne se laisse pas diviser. Et elle peut être capable de faire reculer ses exploiters, si elle sait sortir des cadres dans lesquels les bureaucrates syndicaux, soucieux de l'ordre bourgeois, veulent bien les laisser manifester.

Louis GUILBERT

## Turquie

# Le "cessez-le-feu" unilatéral du PKK DU TREILLIS DE GUERILLERO... AU COMPLET-VESTON DE POLITICIEN ?

Depuis le 20 mars, le Kurdistan turc vit à l'heure du cessez-le-feu unilatéral proclamé par l'organisation nationaliste kurde PKK à l'occasion de la période du "Nevrouz", le nouvel An persique célébré par les organisations kurdes. Le cessez-le-feu, annoncé le 17 mars par le leader du PKK, Abdullah Ocalan, au cours d'une conférence de presse tenue au Liban, devrait durer jusqu'au 15 avril. Ocalan, dit "Apo", avait troqué pour l'occasion le treillis militaire, dans lequel il apparaît habituellement, pour le costume et la cravate et a demandé à pouvoir rentrer au Kurdistan turc pour "mener une action politique et entamer le dialogue", car selon lui "Kurdes et Turcs sont fatigués du bain de sang".

"Apo", il n'y a pas si longtemps, se présentait comme le leader le plus radical de la cause kurde et n'hésitait pas à envoyer les milliers de combattants, souvent très jeunes, qu'il réussissait à organiser, croiser le fer avec l'armée turque en y laissant souvent leur vie. Les affrontements avec les forces du gouvernement d'Ankara ont sans doute fait, depuis deux ans en particulier, plusieurs milliers de morts parmi ces combattants, mais aussi parmi la population kurde du Sud-Est de la Turquie, dont le PKK avait obtenu en partie le soutien.

En fait, les tentatives de négociation du PKK ne sont pas nouvelles. Avec la guerre du Golfe et une de ses conséquences, la créa-

tion d'une zone contrôlée par les milices kurdes dans le Nord de l'Irak, l'organisation d'"Apo" a pu croire l'heure venue d'imposer sa présence au Kurdistan turc, ou tout au moins aux confins turco-irakiens et iraniens, et avait intensifié sa lutte armée. Mais le rapport de forces ne s'est pas avéré très favorable. L'armée turque a porté des coups sévères au PKK, en collaboration d'ailleurs avec les milices, kurdes elles aussi, mais néanmoins rivales, des leaders kurdes irakiens, Barzani et Talabani. Le soutien occidental n'a pas fait défaut à la Turquie. Des États comme la Syrie et l'Iran, qui pour des raisons d'opportunité ont pu apporter un soutien ou, au moins, observer une certaine neutralité à l'égard du PKK, se montrent de moins en moins disposés à le faire.

Pour toutes ces raisons, "Apo" avait déjà tenté de négocier par l'intermédiaire des États européens ou de l'ONU et lancé plusieurs "messages" en direction des autorités turques. La proclamation du cessez-le-feu se veut visiblement une initiative spectaculaire pour tenter d'amener celles-ci à négocier tant qu'il reste au PKK au moins quelques cartes en main ; à moins que cette proclamation ne fasse elle-même partie d'une négociation secrète déjà entamée et dans laquelle l'État et surtout l'armée turcs, auraient posé comme condition de n'avoir pas à se dédire publiquement.

Et finalement, malgré les milliers de morts qui les séparent, l'État turc et le PKK peuvent fort bien trouver un terrain de négociation, même si cela prend un certain temps et si chacun cherche à gagner du temps pour sauver la face et convaincre ses partisans respectifs. D'autant plus que, dans cette situation qui a évolué très rapidement, personne ne parle déjà plus de ce qui serait le plus difficile à satisfaire : les intérêts et les besoins des travailleurs et de la population pauvre du Kurdistan turc. Pour "Apo", il n'est déjà plus question que de sa propre place !

Le problème kurde en Turquie - mais aussi dans les autres pays où sont présents les Kurdes - se pose pourtant indépendamment de l'existence ou non du PKK. Le chômage, la misère, la répression d'aspirations même les plus simples, comme celle de parler sa propre langue, sont depuis des années le lot de la population du Kurdistan et l'État turc n'offre d'ailleurs ni le cadre démocratique, ni les capitaux qui seraient nécessaires pour mettre fin à cette situation.

En revanche, offrir des places à quelques politiciens comme "Apo" et d'autres, ou au parti légal en lequel celui-ci envisage de transformer le PKK, pourrait fort bien être un moyen de contenir le mécontentement, voire la révolte, de la population kurde. Il coûterait évidemment bien moins cher d'accorder quelques privi-



"Apo" (à droite, en cravate) lors de sa conférence de presse.

lèges à ces hommes pour qu'ils puissent se choisir une nouvelle existence et une forme de vie politique dans le cadre de l'État turc, que d'affronter réellement la question du sort de la population.

Au fond, c'est déjà ce qui se produit côté irakien, où les dirigeants kurdes Barzani et Talabani vivent dès à présent aussi confortablement que peuvent le faire des dirigeants du Tiers Monde, sans que rien ait changé pour les pauvres du Kurdistan irakien.

Le peuple kurde de Turquie - mais aussi d'Irak, de Syrie ou d'Iran - devrait bien sûr avoir comme les autres le droit à son propre État et à sa propre existence nationale. Mais si cela ne devait aboutir qu'à donner

quelques privilèges à des cliques comme celles des Talabani, des Barzani ou des "Apo", cela ne résoudrait encore pratiquement rien. L'intérêt des classes laborieuses n'est pas dans la création d'un nouvel État bourgeois, ou de l'ancien qui aurait fait place à quelques dirigeants kurdes qui, sous prétexte de les "représenter", maintiendraient leur exploitation et leur oppression. Leur intérêt est dans le pouvoir ouvrier, au Kurdistan mais aussi ailleurs, à commencer en l'occurrence par la Turquie. Un État et un régime d'oppression contre lequel les intérêts des travailleurs kurdes et ceux des travailleurs turcs ne s'opposent pas, mais se confondent.



# Bosnie

# SOUS LA FÉRULE DES BANDES ARMÉES

**Jeudi 25 mars, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a apposé sa signature au bas du plan de paix que les médiateurs occidentaux, Cyrus Vance pour l'ONU et David Owen pour la CEE, lui présentaient avec insistance depuis quelque temps.**

**Reste donc à convaincre les nationalistes serbes de parapher, eux aussi, le document puisque les Croates l'ont déjà fait. Mais pour l'heure, les dirigeants serbes refusent le découpage de la Bosnie concocté par les Occidentaux, estimant que celui-ci leur est défavorable. Ils contrôlent en effet aujourd'hui 70 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine alors que le plan de partage ne leur en octroie que 43 %.**

Rappelons que les Occidentaux avaient proposé un invraisemblable charcutage en dix zones plus ou moins autonomes (croates, serbes, musulmanes et inter-ethnique pour Sarajevo et ses environs). La Bosnie couvrant 51 000 km<sup>2</sup>, chaque zone du partage représentait donc en moyenne à peine la superficie d'un département français.

Ce plan, lorsqu'il fut proposé aux trois belligérants, légalisait en quelque sorte le rapport des forces tel qu'il s'était établi sur le terrain militaire. La plus grande part revenait évidemment aux nationalistes serbes, mais une part tout de même insuffisante à leurs yeux, et qui les aurait obligés à se retirer de certaines zones déjà conquises.

La guerre a donc continué. Les cessez-le-feu non appliqués se sont succédés. Les sanctions onusiennes sont restées de vaines menaces ou ont été aisément contournées. Quant aux contorsions du général Morillon, elles trouvent uniquement leur objet dans un show télévisuel, destiné au public français.

Tout se passe en fait comme si les Occidentaux étaient de simples spectateurs, se déterminant en fonction d'événements qui ne dépendent pas d'eux. Les

principaux dirigeants d'Europe et d'Amérique n'ont, pour l'instant du moins, nullement l'intention de mettre un terme à la guerre en intervenant directement dans le conflit. Un des membres occidentaux du Conseil de sécurité de l'ONU répondait sur ce point avec franchise, affirmant que ce que demandent certains "revient à faire la guerre aux Serbes", et ajoutant "Je vous assure qu'aucun membre du Conseil de sécurité n'est prêt à faire la guerre".

Attendre et voir, telle est la devise. C'est ce qu'ils font d'ailleurs depuis le début. Lorsque les tensions nationalistes se sont fait jour dans diverses républiques yougoslaves, les Occidentaux ont d'abord soutenu l'État central de Belgrade. Puis la situation sur le terrain évoluant, ils ont - pour la plupart après coup - légalisé l'existence d'États séparés issus de l'éclatement de la Yougoslavie. Enfin, dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, ils ont mis sur pied un plan de partage alors que, dans les faits, l'ancien

ne république bosniaque était déjà partagée entre Serbes, Croates et Musulmans.

Est-ce là une marque d'impuissance de la part des Occidentaux ? Certainement pas. Cela dénote plutôt une volonté politique de s'appuyer exclusivement sur les corps constitués, aussi pourris fussent-ils, mais qui dans l'avenir pourraient être des relais à la défense de leurs propres intérêts. C'est d'ailleurs pourquoi, si elle se produisait, toute intervention directe de la part des Occidentaux dans ce conflit ne pourrait se faire que contre les populations, même si le motif avancé se prétendait humanitaire. Car en fin de compte, partout où ils interviennent, les impérialistes cherchent à s'appuyer sur un camp au détriment de l'autre, c'est-à-dire en choisissant tout bonnement des bandes armées contre d'autres. Quant à sauver les populations de leurs tortionnaires, là n'est pas leur souci.

★ ★ ★

Dans le drame que vivent aujourd'hui les différents peuples de l'ex-Yougoslavie dépecée, il nous parvient tout de même parfois une petite note encourageante. Ainsi cette information de l'AFP (citée par *Le Monde* du 28 mars) et rapportant que 400 000 personnes se sont mises en grève vendredi 26 mars à Belgrade réclamant un salaire minimum de 1 055 000 dinars (175 francs) en mars, un versement bi-mensuel des salaires et une hausse mensuelle des denrées de base - au lieu des hausses hebdomadaires. Les grévistes ne s'opposaient peut-être pas au nationalisme des dirigeants serbes mais, en protestant contre les effets d'une guerre qui n'apporte que souffrances et misères, ils s'opposaient à ce gouvernement de Belgrade, massacreur des populations qu'il veut chasser de son prétendu territoire et oppresseur des populations serbes.

Georges LATTIER



# Italie

# MAFIA DES POLITICIENS ET MAFIA TOUT COURT

Sénateur à vie, homme-clé de la Démocratie Chrétienne, pilier du régime italien dont il a occupé sept fois le poste de président du Conseil, sans parler des postes de ministre des Finances, de la Défense ou des Affaires étrangères, et inculpé tout bonnement de "participation à association de caractère mafieux"... Après la "chute" du socialiste Bettino Craxi et de bien d'autres politiciens italiens victimes de l'enquête "mains propres" sur la corruption après la démission en chaîne de ministres, dont la dernière en date est, le 30 mars, celle du ministre des Finances Reviglio, on aura décidé tout vu avec l'inculpation samedi 27 mars de Giulio Andreotti dans le cadre de l'enquête sur les connexions entre la Mafia sicilienne et le monde politique.

En fait, la nouvelle courait depuis longtemps, depuis qu'en octobre quelques "repentis" de la Mafia avaient livré leur version de l'assassinat, au printemps dernier, du député européen Salvo Lima, démocrate-chrétien lui aussi et proche d'Andreotti. Selon eux, l'assassinat de Salvo Lima en plein rue à Palerme aurait été un "message" de la Mafia au pouvoir; au sein du gouvernement "quelqu'un" n'aurait pas respecté un contrat passé avec elle et consistant à obtenir la cassation du procès de quelques "boss" mafiosi. Et il n'y avait pas trop de chemin

à faire pour en conclure que le "quelqu'un" en question pouvait n'être autre qu'Andreotti, dont Salvo Lima était le bras droit, mais aussi, de façon notoire, un des intermédiaires politiques sinon le principal entre la Démocratie Chrétienne et la Mafia.

Andreotti, qui a toujours protégé Salvo Lima et traité de calomnies les allégations selon lesquelles celui-ci était un de ces politiciens "en odeur de Mafia" grâce auxquels la Sicile est restée depuis presque cinquante ans un fief inexpugnable de la Démocratie Chrétienne, ne bien sûr avec énergie. C'est "un complot des boss" pour le compromettre, dit-il. D'un certain point de vue, il est vrai que depuis un certain temps, les "boss" en question semblent avoir changé leurs alliances et commencé à "lâcher" quelques hommes politiques qui ne leur donnaient plus satisfaction, à commencer par Salvo Lima et sans doute son supérieur Andreotti. Cela expliquerait un certain nombre d'assassinats et de révélations de ces derniers temps. Mais il n'en découle nullement que les Andreotti, les Salvo Lima et bien d'autres seraient blancs de toute collusion avec la Mafia, ni que les complicités bien connues, et presque ouvertes, existant entre l'organisation mafieuse et l'État italien - en particulier par le biais d'une Démocratie Chrétienne qui est un de ses piliers -



Andreotti, troisième à partir de la droite, en haut, lors d'une Conseil Européen. Un "homme d'honneur" dans une hono

soient une pure légende...

On verra donc peut-être la justice italienne confirmer bientôt que cet homme qui a été longtemps un des "Grands" du monde impérialiste n'était autre qu'un complice de la Mafia. Ce qui ne veut pas dire qu'il serait vraiment pire que les Bush, les Thatcher ou les Mitterrand qu'il a côtoyés tant de fois au cours de réunions de la grande mafia impérialiste qui dirige le monde. Et ce qui ne veut pas dire non plus d'ailleurs que le régime italien, après l'avalanche qui a abattu déjà tant d'hommes politiques du fait des diverses enquêtes en cours, en sortira en quoi que ce soit "moralisé" et indemne de corrup-

tion ou de collusion Sicile ou d'ailleur

Car les hommes passer, voire châtiation quand ce balles dans les qu'existera le p ra l'argent, inst et de leurs liens capital ou avec être illicites, lucratifs et de de pouvoir. Pa seulement en



# Irlande

## Les manifestations pacifistes à Dublin

# UN MOUVEMENT RÉACTIONNAIRE QUI SPÉCULE SUR LA LASSITUDE DE LA POPULATION

Noël/Quidu - Gamma

Des réfugiés de Srebrenica.



NS  
T!

AFP



réunion du  
able assemblée...

sion avec la Mafia de  
s.  
nes politiques peuvent  
ter victimes d'une révé-  
est pas d'une rafale de  
rues de Palerme; tant  
ouvoir bourgeois il reste-  
ment de leur corruption  
avec les mafias du grand  
elles des trafics qui, pour  
en sont pas moins fort  
c sources de puissance et  
seulement en Sicile et pas  
alie.

André FRYSS

Dix à quinze mille manifestants ont défilé dans les rues de Dublin le 28 mars pour protester contre "la violence et le terrorisme" de l'IRA (l'Armée Républicaine Irlandaise).

Cette manifestation était organisée par Peace 93, qui serait né de "l'initiative de mères de familles" en réponse à la mort révoltante de deux enfants, dont un de trois ans, le 20 mars, lors d'un attentat revendiqué depuis par l'IRA, dans un centre commercial de Warrington, en Angleterre. Fort du succès de sa manifestation de Dublin, Peace 93 a d'ores et déjà annoncé qu'il ferait du dimanche 4 avril une journée pour la paix en Irlande.

### Une réaction à l'impasse du terrorisme

Le succès de la manifestation de Dublin indique sans aucun doute l'exaspération d'une partie de l'opinion publique irlandaise face à la politique de l'IRA.

Chaque cache d'armes découverte, chaque nationaliste arrêté devient le prétexte d'une campagne d'attentats destinée à montrer que la force de frappe des nationalistes reste intacte. Attentats parfois plus symboliques que dangereux, comme la série de gros pétards lâchés dans le métro londonien depuis la fin 1992, qui n'a fait d'autre victime que l'orgueil de la police et les nerfs des usagers. Mais bien souvent meurtriers, comme les deux attentats de Warrington ou celui qui a visé une rue commerçante

de Camden à Londres, quelques semaines auparavant. Et ceci sans parler de la véritable guerre des gangs qui oppose les nationalistes aux groupes paramilitaires protestants en Irlande du Nord, guerre dans laquelle la population joue le rôle d'otage et de victime.

A force de faire la démonstration de leur mépris pour les sentiments des populations qui subissent leurs attentats, les nationalistes en viennent à déconsidérer la cause des catholiques d'Irlande du Nord dont ils prétendent faire entendre la voix. Et il ne faut donc pas s'étonner si leur politique finit par susciter, dans la population irlandaise elle-même, des réactions d'indignation comme celle qui s'est manifestée à Dublin.

### Derrière l'odeur d'encens, celle du déjà vu

Ce n'est pas la première fois qu'un mouvement pacifiste de ce type émerge en Irlande à l'initiative "de mères de familles". En 1976, dans des circonstances similaires, un mouvement, né en Irlande du Nord, avait de même organisé de grandes manifestations en Irlande du Nord et en Angleterre.

En apparence parti de la base, le mouvement n'avait pas tardé à se révéler n'être qu'une opération des Eglises, catholique et protestante, destinée à isoler les Républicains et à appuyer le gouvernement travailliste anglais dans sa lutte contre l'IRA.

Malgré le soutien plus qu'ostensible des médias, de la majorité des politiciens anglais et de la famille royale, malgré l'attribution du prix Nobel de la Paix 1976 aux deux organisatrices du mouvement, celui-ci n'avait pas tardé à s'épuiser et à tomber dans l'oubli.

### Un mouvement réactionnaire

A l'instar de son prédécesseur de 1976, Peace 93 est apparu d'emblée fortement imprégné d'encens, dénonçant par exemple le dernier attentat de l'IRA comme un "blasphème". Si la hiérarchie catholique s'est abstenue, au départ, de se prononcer ouvertement pour le mouvement, c'est sans doute qu'elle attendait de mesurer son succès. Depuis, elle a vite rattrapé le temps perdu.

Dans la manifestation du 28 mars, on pouvait noter parmi les manifestants la présence massive des mêmes forces qui défilaient dans les rues de Dublin, il y a encore quelques semaines, contre l'avortement, ainsi que des contingents des deux principaux partis de droite.

Le pacifisme de Peace 93 a sans doute fait illusion, entraînant bon nombre de manifestants sincèrement indignés par la mort de ces enfants victimes de l'attentat de Warrington. Mais c'est un pacifisme à sens unique, comme on a pu le voir lorsqu'une poignée de manifestants, brandissant des pancartes dénonçant les exactions des troupes britanniques et des paramilitaires protestants en Irlande du Nord, se sont vu éjecter manu militari par des gros bras de Fianna Fail.

Certains des gestes des organisateurs ne laissent d'ailleurs guère de doute quant au terrain sur lequel ils se placent. Ainsi avaient-ils choisi la poste centrale de Dublin comme point de départ de leur manifestation pour "exorciser la violence dans laquelle s'est formée l'Irlande", et pour indiquer leur rejet de la tradition que représente ce lieu, celle du soulèvement des ouvriers de Dublin contre les Anglais en 1916.

### Les arrière-pensées des partis au pouvoir

Cette manifestation n'a pas rassemblé que les milieux réactionnaires. On y trouvait également quelques groupes féministes actifs dans le mouvement pour l'avortement et surtout un contingent de dirigeants et militants syndicaux, c'est-à-dire une partie du milieu du Parti Travailliste. Et cela n'est sans doute pas le fait du hasard.

Depuis les dernières élections, qui ont vu une remontée électorale du petit Parti Travailliste, celui-ci gouverne en alliance avec le principal parti de la droite irlandaise, Fianna Fail. Et ce gouvernement s'est engagé dans la voie définie par l'accord anglo-irlandais de 1985, qui vise à établir des liens et des cadres de collaboration permanents entre politiciens du Nord et du Sud, dans le but d'une unification future sous l'égide et aux conditions posées par la Grande-Bretagne, et donc forcément aux dépens de la population.

Or, depuis deux mois, ce processus est bloqué par le chantage des politiciens protestants d'Irlande du Nord qui exigent des concessions du gouvernement du Sud, dont celle d'enlever de sa constitution la revendication d'une Irlande unie, et donc de fait de reconnaître la partition actuelle du pays. Or c'est un sujet qui reste encore des plus sensibles vis-à-vis de toute une partie de l'électorat, en particulier de l'électorat populaire du Fianna Fail.

Pour les deux partis au pouvoir, l'affaire de Warrington, et la mobilisation derrière Peace 93, si elle se confirmait, viendraient donc à point nommé pour les aider à gagner le référendum constitutionnel annoncé, et aller plus avant dans le délicat jeu diplomatique de l'impérialisme anglais.

François ROULEAU



Algérie

# LA "MAIN DE L'IRAN", ALIBI POUR UNE CRISE DONT LE GOUVERNEMENT ET LES PRIVILÉGIÉS SONT RESPONSABLES

AFP



La manifestation du 22 mars à Alger.

Le Haut Comité d'État algérien (qui tient lieu de présidence de la République) vient d'annoncer la rupture des relations diplomatiques de l'Algérie avec l'Iran et le rappel de son ambassadeur au Soudan, accusés de soutien aux islamistes algériens, et de promettre une "lutte implacable contre la corruption".

Les journaux algériens se sont empressés de saluer cette déclaration : le HCE et le gouvernement algérien, écrivent-ils, ont entendu l'appel des manifestants du lundi 22 mars. Comme si la rupture des relations avec l'Iran allait réduire l'influence des courants islamistes en Algérie, ou résoudre la crise que connaît le pays ! Et comme si la promesse de lutte contre la corruption n'était pas la énième faite par le régime depuis un an !

C'était à l'appel du syndicat UGTA et de la plupart des partis qui se disent "démocratiques" que plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient défilé, le lundi 22, dans les rues d'Alger, ainsi que dans une dizaine d'autres villes du pays, pour protester contre les attentats terroristes islamistes.

Ces manifestations faisaient suite à l'assassinat quelques jours plus tôt de deux personnalités politiques : un ancien ministre de l'Enseignement supérieur le mardi 16 mars, et un médecin algérois le lendemain, membre du Conseil consultatif national (CCN), cette assemblée de notables nommés par le HCE (Haut Comité d'État) en remplacement du Parlement, dont l'élection avait été interrompue en janvier 1992 à cause du succès électoral des islamistes. La même semaine, dimanche 14, un autre membre de ce CCN, chef de cabinet au ministère de la Formation professionnelle, avait été gravement blessé par des individus venus pour l'abattre.

"L'intégrisme ne passera pas", titrait le matin du lundi 22 mars le journal *Alger-Républicain* (créé par l'ex-Parti communiste algérien).

Mais attentats et accrochages entre patrouilles de gendarmeries et groupes islamistes ont continué les jours suivants. Et les manifestants que l'on appelle à descendre dans la rue uniquement lorsqu'il s'agit de pleurer les morts, aussi nombreux soient-ils, n'y peuvent

rien. Il est vrai que les partis qui se disent "démocratiques" et les dirigeants syndicaux de l'UGTA, syndicat gouvernemental, ne les invitent à manifester que lorsqu'il s'agit, de fait, de soutenir le régime en place ou d'appeler une fois de plus l'armée au secours.

Car c'était avant tout de cela qu'il s'agissait de la part des organisateurs de la manifestation de lundi 22 mars, manifestation que le gouvernement s'était évidemment empressé d'autoriser malgré l'état d'urgence. La seule pointe de critique faite au gouvernement Abdesselam par les organisateurs était résumée dans l'un des mots d'ordre qu'ils faisaient crier aux manifestants : "Il n'y a de Dieu que Dieu, pas de Djaballah, pas Nahnah". Cette reprise un peu modifiée de la psalmodie du "Il n'y a de Dieu que Dieu", chère il y a un an aux manifestations du FIS, était une façon de reprocher au gouvernement les récents pourparlers qu'il avait entrepris avec les deux partis islamistes rivaux du FIS, considérés comme "modérés", l'Ennahda dirigé par Djaballah, et le Hammas du cheikh Nahnah. Et tout ce que demandaient l'UGTA et les autres organisateurs de la manifestation était plus de vigueur dans la répression.

Or ce n'est sûrement pas à cause d'une prétendue clémence du régime que les intégristes continuent, malgré leurs nombreux morts, à trouver de nouveaux volontaires pour risquer leur vie dans des attentats ou des attaques de voitures de po-

lice. Car, contre eux, la police et l'armée n'ont au contraire pas lésiné sur les moyens. D'après les chiffres officiels, depuis un an, la guérilla entre forces de répression et groupes armés islamistes aurait fait plus de 600 morts, dont 250 policiers et gendarmes ; ce qui veut dire donc au moins près de 400 intégristes tués, et leur nombre est peut-être plus élevé que les chiffres officiels ne le reconnaissent. Depuis la proclamation du couvre-feu, au début du mois de décembre dernier, 85 islamistes ont été abattus et plus de 700 arrêtés, et 19 policiers et 13 gendarmes ont été tués de l'autre côté, toujours d'après les chiffres officiels, peut-être là encore minimisés.

Les habitants des quartiers pauvres, les chômeurs, mais aussi toute la classe ouvrière, dont les emplois sont de plus en plus menacés et le pouvoir d'achat est de plus en plus bas, subissent la politique du gouvernement algérien, au service des privilégiés du pays respectueux des intérêts des banquiers des pays riches. Et c'est cela qui peut alimenter la démagogie des islamistes qui n'aspirent qu'à supplanter le pouvoir en place pour imposer, par leur dictature à eux, les mêmes privations.

La période du ramadan qui vient de se terminer a, comme tous les ans, donné l'occasion d'une nouvelle flambée des prix. Au point qu'il y a quinze jours, le très pro-gouvernemental chef de file de l'UGTA s'était senti tenu de monter le ton vis-à-vis du gouvernement. Le 7 mars, le gouvernement avait annoncé son intention,

non pas de freiner les hausses, mais de lutter contre l'inflation par le blocage des salaires. Et de leur côté, les chefs d'entreprises publiques (l'essentiel des entreprises un peu importantes en Algérie) ajoutaient que le paiement des salaires en retard (parfois 4 ou 5 mois de salaires non payés), et dont le règlement, grâce à des aides de l'État, avait été promis depuis octobre dernier, était une charge impossible à assumer pour l'instant. Mais la colère du secrétaire de l'UGTA était déjà retombée : il annonçait le 10 mars sa "volonté de ne ménager aucun effort afin de prévenir, en ces moments difficiles, toute montée des tensions dans le monde du travail". La bouderie du chef de file de l'UGTA n'était plus de mise dès lors qu'avec les nouvelles mesures, il risquait d'avoir à contenir le mécontentement, réel lui, des travailleurs.

La manifestation anti-islamiste du 22 mars, à laquelle semble avoir surtout participé la petite bourgeoisie, plus que les ouvriers, si l'on en croit notamment la description qu'en donnait le journal *Libération* ("Étudiants, enseignants, professions libérales, fonctionnaires, bref ceux que l'on appelle la classe moyenne, sont venus crier "Sauvons l'Algérie") a donné à l'UGTA et aux partis d'opposition l'occasion de passer de la bouderie à la réconciliation, et de montrer leur soutien à l'armée plus qu'à Abdesselam d'ailleurs.

Laissant aux démagogues réactionnaires religieux le monopole de la contestation radicale.

Olivier BELIN



AFP



Soldat français à Mogadiscio

## L'armée française en Somalie NE PAS ABUSER DE L'HUMANITAIRE

Les troupes américaines en Somalie sont sur le point d'être relayées par les Casques bleus, ce qui devrait élargir dans les faits la zone somalienne où l'armée française exerce aujourd'hui son autorité.

C'est l'occasion pour celle-ci de tirer un petit bilan de son action depuis le débarquement massif de décembre dernier. Sur le plan de ses tâches de police, l'armée française aurait détruit 3 657 minés et 81 tonnes de munitions, et saisi une cinquantaine d'armes lourdes et 265 armes individuelles. Enfin, elle continue pour le moment de recen-

ser, sans les saisir, les armes détenuées par les populations nomades dans la zone sous son contrôle.

Ces tâches risquent de se poursuivre encore un bout de temps puisqu'un officier confiait à la presse qu'"il n'y a pas d'autorités locales qui puissent prendre la relève. Nous ne traitons qu'avec de faux chefs totalement corrompus".

Et en ces temps où, même au gouvernement, il faut au moins nommer un ministre à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, l'armée française ne pouvait pas faire moins que de souligner qu'elle a réalisé 10 000 consulta-

tions médicales et une centaine d'interventions chirurgicales.

Mais il ne faudrait pas qu'on se méprenne. Contrairement aux policiers qui, à leurs heures, avec "police-secours", peuvent jouer le même rôle que le SAMU, les officiers de l'armée française ont tenu à ajouter ce commentaire : "Ce n'est pas notre métier et à l'avenir, il ne faudra plus confondre les rôles".

Depuis le grand débarquement de Noël, les populations somaliennes avaient déjà reçu le message "cinq sur cinq".

J.F.

## PÉCHINEY DÉCOUVRE LE MONDE...

Tandis que les négociations sur le commerce international entre les États-Unis et la Communauté européenne, le GATT, s'appêtent à reprendre, au grand dam des partenaires européens plutôt résignés dans l'ensemble à subir les volontés des États-Unis, la société Pechiney espérait avoir trouvé un motif pour contrecarrer des adversaires supposés à sa mesure.

Imaginant que la CEE pourrait faire à l'Europe de l'Est ce que les États-Unis veulent faire à la CEE, en menaçant les importations européennes de taxes lourdes, Pechiney a dénoncé auprès des instances de la CEE les livraisons d'aluminium des pays d'Europe de l'Est qui feraient rien moins que déstabiliser l'industrie ouest-européenne.

Certes, les parts de marchés de l'Europe de l'Est dans la CEE sont passées de 1 % à 9 %, moyennant des prix d'appel ramenés d'environ 10 000 F à 6 000 F la tonne. Il

n'est pas sûr cependant que Pechiney, lui-même principal producteur européen d'aluminium, obtienne gain de cause.

"Il faut établir que ce préjudice est bien dû au développement des importations", a expliqué le vice-président de la Commission, ce qui pourrait être une façon polie de dire que tous les industriels européens ne voient pas d'un mauvais œil cette chute des prix de l'aluminium.

Une négociation engagée sur le prix de l'acier entre la CEE et les États tchèque et slovaque, peut-être pour les mêmes raisons, marque le pas.

Décidément, il paraît aussi difficile d'obtenir des plus forts qu'ils lèvent leurs barrières protectrices que de mettre en place des barrières contre de plus faibles. A croire que, dans le monde capitaliste, tout fout le camp.

J.F.



Usine d'aluminium en France. Pechiney, gardez-vous à l'Ouest! Gardez-vous à l'Est.

AFP

## L'Afrique du Sud et l'armement atomique LE "RAYONNEMENT" DU MONDE OCCIDENTAL

Le président sud-africain, De Klerk, vient d'annoncer, à la surprise générale, que son pays non seulement abandonnait son programme d'armement nucléaire, mais qu'en outre il venait de détruire les bombes atomiques en sa possession.

Jusqu'alors, officiellement, l'Afrique du Sud n'avait pas d'armes atomiques, bien que personne n'était dupe depuis plusieurs années.

Cependant De Klerk s'est bien gardé de révéler quels étaient les pays qui avaient aidé le sien à accéder au nucléaire militaire, car il n'y est pas parvenu seul. Mais la presse n'en fait pas mystère : il y a d'abord les USA, qui importaient de l'uranium sud-africain et qui formaient en échange des techniciens, l'Allemagne, Israël qui poursuivait en même temps son propre programme d'armement atomique, et la France qui a fourni



L'armée sud-africaine (nucléaire, aviation, etc...) ne s'est pas faite toute seule !

à l'Afrique du Sud deux centrales nucléaires et quelques aides clandestines.

Tous ces pays-là n'ont pas été gênés d'aider le pays de l'Apartheid, ni de violer quelques embargos, ni de pousser à la "prolifération" des armes atomiques, qu'ils

prétendent tant réprouver aujourd'hui.

En tout cas la main gauche légale des États ignore ce que fait illégalement la main droite.

Mais est-ce bien une révélation ?

A.V.

## UN BUSINESS VERT PROMETTEUR

Le traitement industriel des déchets toxiques suscite paraît-il aujourd'hui bien des vocations. Avec les nouvelles lois réglementant les décharges, qui interdiront à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2002 le stockage des déchets non traités, cette activité promet d'être très lucrative et serait, assure la presse dite économique, "la mine d'or de l'an 2000".

Rien qu'en France, environ 7 millions de tonnes de déchets industriels plus ou moins toxiques seraient concernés. Une véritable aubaine pour la Compagnie Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux qui, voyant loin, se sont déjà installées sur ce créneau, la première dans le traitement, la seconde dans le stockage. Une manne également pour les cimenteries qui récupèrent et incinèrent une bonne partie de ces résidus industriels. Frais de transport et d'analyses compris, le coût de ces prestations oscille entre 150 F et 45 000 F la tonne ; l'élimination de la tonne de pyralène se négociant autour de 4 000 F, et celle de chlore de 1 200 à 4 000 F, selon la concentration.

A ces divers solvants, acides et autres rejets des industries chimiques ou sidérurgiques s'ajoutent, d'ici la prochaine décennie, les matériaux radioactifs qui devraient parvenir à l'état de déchets avec le démantèlement des centrales nucléaires arrivant en fin de vie à partir de l'an 2000. 800 000 m<sup>3</sup> de déchets faiblement radioactifs devraient ainsi être traités en 2010. A raison de 10 000 F par m<sup>3</sup>, le marché en intéresserait plus d'un !

Sans parler de tous les sites dont on découvre aujourd'hui qu'ils ont servi depuis des années de poubelle aux industriels, et qu'il faudra bien nettoyer ou décontaminer. En cédant à la mode écologique, on le voit, certains ne perdent pas pour autant le nord. Leur souci tardif pour l'environnement ouvre un marché et des débouchés, et après tout l'argent gagné en polluant et celui gagné en dépolluant ont la même odeur.

Les contribuables, eux, risquent surtout d'avoir à régler la facture... sans que pour autant l'air sente beaucoup moins mauvais !



## Sécurité sociale, UNEDIC...

■ S'il est bien difficile de connaître exactement l'ampleur de la situation, une chose est sûre : les différentes branches de la protection sociale sont menacées par la banqueroute.

Ainsi les comptes du régime général de la Sécurité sociale font apparaître un déficit qui ne cesse de se creuser. D'une quinzaine de milliards en 1992, le "trou" de la Sécurité devrait atteindre 40 à 50 milliards d'ici à la fin de l'année. Le régime des retraites serait particulièrement menacé et il est de plus en plus ques-

tion de porter la durée des cotisations de 37,5 à 40 années pour avoir droit à une pension complète.

La diminution du nombre des salariés et l'accroissement du nombre des chômeurs menacent également l'équilibre du régime d'indemnisation du chômage. A l'Unedic, le déficit cumulé atteindrait 31 milliards d'ici à la fin de l'année. A condition que l'on ne dépasse pas les 170 000 chômeurs supplémentaires. Un chiffre qui risque d'être vite atteint et même dépassé si l'on s'en réfère aux projets patronaux en

matière de réduction d'effectif. Car de la sidérurgie à l'automobile, en passant par l'industrie aéronautique, c'est la disparition de plusieurs dizaines de milliers d'emplois qui est envisagée. Rien que dans le bâtiment, le patronat prévoit 50 000 nouvelles suppressions d'emplois, après les 30 000 enregistrées l'an dernier.

Le fait qu'il y ait moins d'emplois, donc moins de cotisants d'un côté et plus de chômeurs à indemniser de l'autre, ne peut qu'accélérer la faillite des Assedic. D'autant que du côté des entreprises, les mesures d'allègement ou d'exonération de charges se sont multipliées.

Et cette situation ne peut qu'empirer dans les mois à venir. Car le patronat qui en réclame toujours plus, et qui trouvait déjà une oreille complaisante avec les gouvernements socialistes, est assuré d'une attitude complice de la part de la nouvelle majorité. Le RPR n'a-t-il pas annoncé dans son programme qu'il voulait exonérer de charges, pendant trois ans, les entreprises qui créeront des emplois ? Une mesure qui rapportera au bas mot 15 milliards au patronat sans

qu'il y ait forcément des emplois nouveaux, car les patrons sont des experts dans les procédures qui consistent à faire changer de statut les salariés pour bénéficier des exonérations, mais qui pèseront d'autant sur le système de protection sociale.

R. M.

Gamma / Stevens

Une réunion de l'Unedic.



Gamma / Peglain



C'est la montée du chômage qui mène la protection sociale à la faillite.

## LA COMPLICITÉ DE LA DROITE ET DE LA GAUCHE...

■ Il existe dans Paris, depuis des années, des milliers de logements inoccupés, et depuis quelques mois, des milliers de bureaux désespérément vides. A côté de cela des milliers de sans-logis, souvent pourvus d'un travail, qui dorment où ils peuvent, parfois dehors, parfois chez des amis, parfois dans un garage, parfois l'homme d'un côté, la femme et les enfants de l'autre... Souvent des immigrés, mais parfois aussi des Français.

A plusieurs reprises des actions ont été menées, généralement à l'initiative du DAL (Droit au logement) pour essayer d'occuper des logements vides, appartenant à la Ville de Paris, ou à l'UAP, par exemple. A chaque fois, la municipalité chiraquienne a protesté et à chaque fois, les forces de police, dépendant du gouvernement de gauche, sont intervenues contre les familles de sans-logis.

Le mercredi 24 mars, vingt-trois familles (dont six françaises, et les autres de huit nationalités différentes) se sont installées dans un ancien orphelinat inoccupé depuis trois ans, la Fondation Koppe, dans le XIVe arrondissement de Paris.

Ce sont des personnalités, le

professeur Jacquot, Jacques Higel, Schwartzberg, Wolinski, Mgr Gaillot, et d'autres qui "ont occupé" les lieux et... "invité" les familles. Aussitôt la municipalité a intenté une action en justice, en référé, pour faire déguerpir les familles. Et une armada de CRS est intervenue pour faire le siège du quartier. C'est le préfet de police dépendant du gouvernement, encore de gauche pendant cinq jours, qui a dépêché les forces de l'ordre. Celles-ci ont empêché quiconque de pénétrer dans les lieux. Il était possible de sortir, mais pas de rentrer. Des travailleurs qui devaient aller à leur travail ne savaient plus que faire : ils risquaient le soir de ne plus pouvoir retrouver leur famille. Le ravitaillement assuré par les restos du cœur s'est fait au travers des rangs de CRS...

Finalement les CRS sont partis, après s'être assurés que de nouveaux sans-logis n'allaient pas venir s'installer là. Les autorités craignaient, disaient-elles, une réédition de l'affaire de Vincennes. Et les 23 familles sont toujours à l'intérieur pour le moment. Mais jusqu'à quand ?

En effet le jugement sur

Les sans-logis à la Fondation Koppe.



## ... POUR EMPÊCHER LES SANS-LOGIS D'OCCUPER LES IMMEUBLES VIDES

l'expulsion des familles doit être rendu le 8 avril, le premier jugement en référé n'ayant pas eu lieu, la plainte de la mairie de Paris ayant été déclarée irrecevable.

Et de toute façon, la Fondation Koppe elle-même, installée sur un terrain appartenant à la Ville, est sommée de vider les

lieux par voie de justice. Le jugement, en appel, doit être rendu le 26 mai... La Fondation accuse d'ailleurs la municipalité d'être responsable de sa désaffection depuis quelques années.

Peu de temps avant les élections, la ministre du Logement, Marie-Noëlle Lieneman, avait demandé la réquisition de la

Fondation en vue d'accueillir les familles. La gauche est toujours extrêmement respectueuse de la propriété, même vide, et elle évite soigneusement de réquisitionner des immeubles. Mais dans ce cas, semble-t-il, elle pouvait y aller, les responsables de la Fondation étant d'accord pour accueillir des familles.

Malheureusement la procédure de réquisition, entamée trop tard, n'avait pas encore abouti... Encore une chose que la gauche n'a pas "eu le temps" de faire !

Finalement gauche et droite ont eu beau se quereller et se renvoyer la balle, dans les faits elles ont été aussi hostiles et nuisibles aux sans-logis l'une que l'autre.

Après la victoire électorale du RPR, beaucoup de mal-logés, de familles en instance d'expulsion, redoutent que les chiraquiens profitent des circonstances pour "faire le ménage" dans la capitale, en rejetant le maximum de familles pauvres à l'extérieur de Paris. Sans doute. Il va falloir que les sans-logis et les mal-logés se battent. Mais, après tout, le peu qu'ils ont pu obtenir ici ou là, les quelques logements auxquels ils ont parfois pu accéder, ce fut toujours grâce à leur lutte, jamais grâce à des politiciens, quels qu'ils soient.

Ce n'est que la lutte qui pourra faire cesser le scandale des logements et des bureaux vides, alors que tant de gens couchent dehors !

André VICTOR



Alcatel-Telspan (Nanterre - 92)

## NON AUX 347 LICENCIEMENTS !

Mercredi 31, les chefs ont annoncé dans les services les noms des 347 licenciés. Beaucoup de travailleurs étaient sous le choc, il y avait de la rage, des larmes et de l'indignation. Surtout qu'en entendant les noms, il devenait évident à beaucoup de travailleurs que la direction en a profité pour licencier pas mal de travailleurs dont les situations personnelles sont difficiles, ainsi que des militants de l'usine. La CGT compte huit licenciés, FO trois, et la CFDT, un seul. La journée s'est donc passée à discuter et à préparer une réaction.

La direction s'est certainement servie des divers mouvements de protestation depuis deux mois pour établir sa liste. Dernier en date de ces mouvements, le rassemblement organisé la semaine précédente, avec 450 travailleurs, rue de

la Boétie à Paris pour manifester au siège social d'un groupe, Alcatel-Alsthom, qui peut afficher quelques-uns des meilleurs bénéfices industriels (7 milliards l'an dernier) tout en licenciant dans sa filiale Telspan.

Lundi 29 mars, les représentants syndicaux et des travailleurs avaient envahi le bureau du PDG Guibourg. Pendant quatre heures, le PDG a dû affronter les regards et la colère contenue des travailleurs présents.

Mardi 30 mars, les syndicats et les travailleurs les plus déterminés se sont retrouvés à nouveau, cette fois pour bloquer l'entrée de l'entreprise. A 9 h 30, il y avait plus de 500 personnes, aussi bien des travailleurs protestant contre le plan de licenciements que d'autres qui auraient peut-être préféré se

trouver à leur place, mais qui ont patiemment attendu à la porte avant de se décider à rentrer chez eux.

Mardi, personne n'a travaillé et il avait été décidé de se retrouver mercredi pour prendre connaissance ensemble dans les services des noms des licenciés.

Le même mardi, la direction avait reçu les syndicats au CE, dans le cadre de la procédure légale de licenciement. Les diverses manifestations des travailleurs mécontents, depuis deux mois, ont incité la direction à proposer quelques aménagements financiers : une prime de 20 000 F et la

prise en charge d'une partie des frais de déménagement destinés à faciliter le départ des conjoints de ceux qui accepteront d'être mutés à Cherbourg ; les offres d'emploi dites "acceptables" étaient auparavant frappées d'une baisse de salaire de 30 %, désormais elles seront prises en considération uniquement à salaire égal ; la direction prendra en charge une partie des cotisations de retraite complémentaire pour les FNE ; enfin, pour les emplois à temps partiel, la direction propose de reverser au salarié les exonérations de charges patronales, ce qui représenterait une hausse de 10 % du salaire pour

ceux qui accepteraient de tels mi-temps.

Sous réserve que la direction trouve bien les différents volontaires pour le départ en retraite, les FNE et la mutation à Cherbourg et, compte tenu de ceux qui ont déjà pris leur compte, il resterait encore 124 licenciements secs. Pour ceux-là, elle parle d'"identifier des postes dans le groupe Alcatel". Mais, malgré cela, on reste encore loin du compte ! Mais les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO



Snecma-Gennevilliers - 92

## LES TRAVAILLEURS DE GESER ONT GAGNÉ !

Les travailleurs de GESER, entreprise de nettoyage employée à la SNECMA-Gennevilliers en grève depuis le mardi 9 mars, ont gagné. Lors des négociations qui se sont tenues le jeudi 25 mars les directions de la SNECMA et de GESER ont reculé.

La direction de GESER avait dénoncé l'accord de chantier pour remettre en cause les salaires, les horaires et les primes.

La détermination des grévistes a payé : l'accord de chantier est reconduit. Il faut dire qu'ils ne se sont pas ménagés durant ces trois semaines de grève à l'image de ce gréviste qui déclarait : "Ca passe ou ça casse !"

Durant ces trois semaines, la grève a été totale. Au bout d'une semaine des piquets de grève permanents se sont organisés, y compris durant la nuit. A plusieurs reprises des opérations commandos de "briseurs de grève" ont été empêchées.

Dans la dernière semaine, des équipes de grévistes sont intervenues sur tous les gros chantiers de l'entreprise GESER (TF1, Telecom, EDF, AZXO, Mercuriel) pour s'adresser à leurs camarades et les appeler à la grève.

Cette détermination a suscité la solidarité de la part des travailleurs de la SNECMA.

La section CFDT, dans laquelle militent des militants de notre tendance, a épaulé le mouvement des grévistes. Une collecte organisée sur l'usine a récolté 9000 francs. Quant à la CGT elle a été complètement absente du conflit, l'ignorant purement et simplement.

Par ailleurs à la fin de la deuxième semaine de grève, des débrayages spontanés se sont tenus aux Forges, aux Fonderies et à la Mécanique. Aux Forges et aux Fonderies, le chef du personnel SNECMA a été obligé de se déplacer et de s'expliquer devant les travailleurs sur l'état lamentable des locaux. Il a été pris à partie par des camarades outrés qu'un patron veuille baisser les salaires.

Aujourd'hui les grévistes de GESER sont doublement contents. D'abord d'avoir gagné sur leurs revendications mais aussi d'avoir obligé l'ancien PDG de GESER à quitter sa retraite dorée pour épauler sa patronne de fille, d'avoir aussi obligé la SNECMA à participer à cette dernière négociation (ce qu'elle refusait jusqu'alors) et donc d'avoir bien la satisfaction d'être parvenus à faire céder deux patrons.

Correspondant LO

Bull - Villeneuve-d'Ascq  
(près de Lille)

## LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE SE FONT RESPECTER

Bull à Villeneuve-d'Ascq emploie 400 personnes, dont 150 en production.

Depuis le début de l'année, la direction augmente les pressions de toute sorte sur l'ensemble du personnel. Ainsi, on a droit à un sermon quand on arrive 5 minutes en retard, certains chefs ont les yeux rivés sur leur montre quand on prend une pause café.

Mais surtout, ce qui a accentué l'inquiétude et l'énervement, ce sont les bruits que fait circuler la direction au sujet d'un possible déplacement de production à l'usine d'Angers, et du coup, la fermeture de celle de Villeneuve-d'Ascq.

Jeudi 25 mars, dans l'équipe du matin, la tension est montée d'un cran dans un atelier et la totalité du personnel a cessé le travail pour discuter de la situation avec l'intention de participer à la réunion du CE prévue le jour même.

Prévenu de la situation par un chef un peu "inquiet", un des directeurs de l'usine est venu dans l'atelier et on s'est expliqué pendant plus d'une demi-heure. Pour nous, les discours de ce directeur étaient clairs : gagner du temps et maintenir l'inquiétude et la peur des licenciements.

La goutte qui a fait déborder le vase fut l'annonce, à 13 h le jour même, du montant de la prime d'intéressement 1992 : 2 000 F.

L'équipe d'après-midi se mit en grève, avec l'appui de militants de la CFDT et de la CGT, pour 5 000 F : les 2 000 F prévus plus 3 000 F d'avance sur la prime 1993.

Le lendemain matin, l'autre équipe se mit en grève à son tour. Pour la première fois depuis longtemps, la quasi-totalité du personnel ouvrier et plusieurs dizaines de secrétaires et d'employés de bureau se retrouvèrent au coude à coude.

Finalement, la direction céda le jour même à 11h, après 5 heures de grève de l'équipe du matin, 1 500 F d'avance sur la prime 1993.

Bien que la revendication initiale fût de 3 000 F, tout le monde était satisfait du montant de l'avance accordée, qui correspond en fait à ce qu'ont obtenu les travailleurs de Bull à Angers.

Du coup, la bonne humeur régnait dans les ateliers à la reprise du travail.

Certains chantaient : "On a gagné !". D'autres encore disaient : "Le pognon, c'est une chose, mais ce qui est encore plus important, c'est de s'être retrouvés tous ensemble et d'avoir montré à la direction de l'usine qu'on existe !"

Et c'est vrai, la direction aura dorénavant encore plus de raisons de se méfier des réactions des salariés de Bull Villeneuve-d'Ascq.



Ligne C du RER

# 14<sup>ème</sup> JOUR DE GRÈVE DES NETTOYEURS DE LA TEP

Mercredi 31 mars, les travailleurs de la TEP qui nettoient les gares de Paris sur la ligne C du RER en étaient à leur 14<sup>ème</sup> jour de grève. Une grève pour réclamer 700 F pour tous, 300 F de prime de salissure, des vêtements de travail, des mesures d'hygiène et de sécurité. Chaque jour le comité de grève élu par les grévistes se réunit et prépare l'assemblée générale qui discutera des activités, des informations et de la reconduction de la grève.

Ce n'est pas le boulot (de gréviste) qui manque : les permanences 24H/24 pour déjouer les manœuvres patronales, le point des grévistes (la grève

marque très bien), l'organisation des interventions en direction des cheminots. Ces derniers signent massivement une motion de soutien qui a été remise à la direction de la SNCF. Les grévistes sont allés à plusieurs reprises rappeler à la SNCF que celle-ci était responsable de leur situation, au même titre que la TEP. Qu'on en juge avec quelques chiffres : la SNCF verse 99,78 F par heure de travail à la TEP. Cette dernière, ses charges diverses déduites, dont 35 F 31 de salaire horaire brut, empoche de l'ordre de 44 F de profit, soit 7 500 F par mois et par travailleur... Les salaires, eux, sont de l'ordre de 4 800 F...

Voilà le calcul que les grévistes ont fait.

Autant dire qu'ils ont encore plus d'arguments pour exiger la satisfaction des revendications et le paiement des jours de grève.

A ce jour, la TEP refuse toute négociation. Elle multiplie les menaces et pressions, y compris par lettres anonymes à domicile. Elle fait appel à des jaunes pour faire quelques opérations de nettoyage. Une nuit, elle a demandé protection à la police, qui a investi la gare de Choisy-le-Roi. Elle a fait travailler, sans protection contre la circulation des trains, les travailleurs qui devaient être embauchés pour cette seule opération...

Mais chaque initiative de la direction est immédiatement suivie d'une riposte des grévistes : appels à la solidarité des cheminots, appel à débrayer dans les autres chantiers de la TEP, interpellation des dirigeants de la SNCF directement par tous les grévistes, tracts dans les autres chantiers de la TEP...

A Nanterre des nettoyeurs de la TEP, qui nettoient les locaux du siège de la Lyonnaise des Eaux (Dumez), ont débrayé trois jours sur le même cahier revendicatif. Mais la pression des patrons (menaces de licenciement, coup de fil à domicile...) a été trop forte, ils ont repris le travail. Cela n'a pas pour autant affecté la combativité des grévistes de la ligne C qui continuent avec la même

détermination.

Depuis la fin de la semaine dernière, la direction de la TEP semblait vouloir amorcer des négociations (la SNCF aussi voudrait bien que les gares soient plus propres). Mais elle voulait le faire avec des grévistes désignés par elle... Pas question que le comité de grève ne contrôle plus les discussions. C'est l'ensemble des grévistes qui entend décider, quoi qu'il arrive.

Mardi 30, la direction de la TEP a finalement accepté d'ouvrir les négociations le lendemain. Avec la délégation désignée par le comité de grève et l'assemblée générale des grévistes et non pas avec les seuls délégués syndicaux qu'elle prétendait reconnaître. Et sur le lieu de la grève (gare des Invalides) et non en "terrain neutre" comme elle l'exigeait un moment.

"Neutre", en effet, ce n'est certainement pas l'assemblée des grévistes (qui fera aussi suivre les négociations en direct) qui le sera....

Correspondant LO

Métro parisien

# UN DÉRAILLEMENT À BOBIGNY (ligne 5)

Vendredi 26 mars, le service voyageurs a été perturbé presque toute la journée sur la ligne 5 (Bobigny-Italie). Un train au départ de Bobigny, avec des voyageurs, a déraillé au passage d'une aiguille. La quatrième voiture est sortie des rails. Heureusement, il allait encore à faible allure puisqu'à cet endroit les trains ne peuvent pas dépasser les 30 km/h. Il n'y a eu aucun blessé et le trafic normal a pu reprendre en fin d'après-midi. Cela aurait pu être bien différent si le train avait déraillé à une vitesse plus importante ou si la voiture qui a déraillé avait engagé son gabarit dans l'entrevoie au moment où un autre train passait.

Que s'est-il passé ? Un essieu a cassé. L'équipe de dépannage aurait déclaré en arrivant sur les lieux qu'il était pourri et aux trois quarts rouillé. C'est sans doute une manière de parler, mais qui indique bien l'état du matériel.

Cet accident s'est produit sur un des deux matériels dits de type D, sur lesquels la direction expérimentait jusqu'à ces derniers temps des moteurs asynchrones, matériels très bruyants et dont les conducteurs se méfiaient.

Mais comment cet essieu a-

t-il pu échapper aux contrôles qui doivent être effectués régulièrement sur les trains lors des petites et surtout des grandes révisions ? Mystère, mais l'enquête n'est pas close. Parfois des problèmes peuvent être détectés, mais ne pas présenter encore un degré de gravité estimé suffisant pour que l'on s'en occupe réellement. Ainsi, un certain nombre de traverses et de longerons (le châssis de la caisse), par exemple, sont fissurés. Mais au lieu de les changer purement et simplement, les ateliers les mesurent, suivent leur évolution.

Jusqu'à présent cette méthode s'est révélée sans danger. Mais il suffit qu'un jour une de ces fissures subisse une dégradation plus importante que prévue pour qu'on soit face à un gros pépin.

Depuis quelques années la politique de la Régie est de réduire les coûts en matière d'entretien. Cela est gros de risques. Le matériel qui roule sur la ligne 5 est le même que celui qui roule sur la majorité des lignes. C'est ce qu'on appelle du MF67, ce qui veut dire qu'il a été conçu en 1967. Sa mise en service datant en gros du milieu des années 1970. Une ancienneté qui mériterait sans doute une attention et un

entretien sérieux. Mais, par rapport au matériel pneu qui roule sur les lignes 1, 4 ou 11, il fait figure de jeunot. Ce dernier

matériel (lui, appelé le MP55 ou MP59) a été conçu en 1955 ou 1959. Il a été mis en service dans les années 1960. Et il circule encore...

Correspondant LO



Lors d'un accident dans le RER, il y a quelques mois.

## LES DANGERS AUXQUELS VOUS AVEZ ÉCHAPPÉ

Il y a environ deux mois, les premiers signalements concernant des problèmes d'efficacité de freinage ont été faits sur la ligne 1 (Vincennes-La Défense). D'autres signalements ont suivi sur le réseau. Les services techniques ont eu bien du mal à savoir d'où cela venait. Ce n'est que tout récemment, le 18 mars, que la solution a été trouvée : des joints "toriques" étaient en cause.

Il faut savoir que sur les trains, le freinage se fait par un frein à air. De l'air sous pression est envoyé pour comprimer ou relâcher les sabots de frein, par l'intermédiaire d'une électrovalve modulable de défreinage (EMD). Les joints en cause sont dans ces EMD. Apparemment, un lot défectueux s'est glissé dans une livraison. Ce qui fait que ces joints se dilataient au bout d'un moment, entraînant une perte de freinage. Chacun peut donc comprendre les dangers de la situation.

La centaine de joints défectueux sur le réseau a été changée au plus tard les 22 ou 23 mars. Il n'y a plus de danger, nous dit la direction. Voire !

AFP



## Deux livres sur le Japon

# LE JAPON QUOTIDIEN

de  
**Jean-François Sabouret**



"Tôkyô Yori Ohayogozaimasu", "Bonjour, ici Tôkyô". Les auditeurs de France-Inter savent que cette formule introduit la chronique matinale consacrée par son auteur à faire mieux connaître le Japon et la vie de ses habitants. Ce livre réunit 90 chroniques diffusées entre le 4 octobre 1990 et le 21 novembre 1991. Pour ceux qui les ont déjà entendues au fil des jours c'est l'occasion de les relire tranquillement. Les autres pourront les découvrir.

Il existe en France une abondante littérature consacrée au Japon le plus souvent destinée à des managers en mal de recettes pour obtenir plus en donnant moins à leur personnel. Ces livres véhiculent beaucoup d'idées reçues que ces chroniques entendent corriger.

Au fil de la lecture, on passe du coq à l'âne, ou plutôt des "sumos" au Premier ministre, mais ces textes courts (ils n'excèdent jamais deux pages imprimées), bien écrits, sont souvent judicieusement observés.

L'auteur parle sans fard de la corruption des partis politiques, des liens entre la finance et la mafia, du sort odieux fait à la minorité coréenne, de l'exploitation des travailleurs employés par les sous-traitants des grandes entreprises, de l'attitude du Japon pendant la Guerre du Golfe, et bien d'autres sujets encore, quelquefois indicatifs des mœurs et de la vie au quotidien.

Il y dénonce la bêtise de certains jugements : "Nombreux sont ceux qui pensent que les Japonais se suicident davantage que les Français et certains s'enhardissent même jusqu'à avancer des explications d'une scientificité imparable du genre : 'Dans ces pays-là, la vie est moins importante que chez nous'." Pourtant, chiffres à l'appui, "on se suicide davantage en France qu'au pays du Soleil levant."

Parfois, on trouve quelques traits d'humour. Au moment

des déclarations fracassantes d'Edith Cresson contre les exportations japonaises, il remarque : "Si les Français ont pour symbole le coq gaulois, les Japonais ont, eux, le kappa, petit animal mythique des rivières japonaises. L'eau est son élément. Le kappa est discret, prolifique et très malin. Son aliment préféré est le concombre, mais il digère fort bien tout ce qui se trouve dans les rivières : le cresson, par exemple."

Souvent, ces chroniques incitent à rapprocher la situation du Japon et de la France, dans ce qu'elles peuvent avoir en commun, notamment en ce qui concerne le rôle corrupteur de l'argent ou les mœurs des politiciens. Dans un pays où la corruption est le pain quotidien de la vie politique ("les rangs seraient vite éclaircis si l'on devait mettre fin à la carrière des leaders politiques japonais parce qu'ils ont touché des pots-de-vin"), les politiciens ont joué, comme ici, le jeu de la "transparence". Ils ont fait des déclarations de patrimoine et l'auteur remarque, à propos de celle du Premier ministre : "Ou bien il a égaré le barème des prix ou bien son appartement est minuscule puisqu'il ne mesurerait alors que 3,5 m<sup>2</sup>".

Ce livre, de lecture facile, garde, dans l'ensemble, un certain sens critique, même s'il s'égare parfois. On peut noter ici ou là quelques notes de chauvinisme, et surtout il ne prend pas de distances vis-à-vis des arguments, pourtant souvent eux aussi des lieux communs, qui confortent l'idée fausse que le Japon aurait déjà conquis le leadership mondial.

**Jacques FONTENOY**

Le Japon quotidien de Jean-François Sabouret. Editions du Seuil, 192 p., 99 F.



Chaîne chez Honda.

## LE CLOU QUI DÉPASSE

Récit du Japon d'en bas  
d'André L'Hénoret

André L'Hénoret est prêtre-ouvrier. C'est à ce double titre qu'il est allé vivre vingt ans au Japon, dont dix comme ouvrier, sur des chantiers, engagé par une petite entreprise de sous-traitance, dans la banlieue ouvrière de Kawasaki au sud de Tokyo, au milieu d'usines si polluantes que, rentré en France aujourd'hui, il touche une modeste pension à ce titre.

Pour nous, militants athées, nous pouvons trouver qu'il y a bien trop de Bon Dieu et de curés dans les pages de ce livre-témoignage, et nous ne partageons évidemment pas la démarche de l'auteur qui est allé prêcher le christianisme et l'amour du prochain, fût-il patron, au sein de la classe ouvrière japonaise. Mais les témoignages sur la vie des travailleurs au Japon ne sont pas si nombreux ici en France pour que nous ignorions celui-ci. D'autant qu'André L'Hénoret avait déjà contribué à faire connaître le monde des travailleurs japonais en traduisant en français le témoignage d'un militant ouvrier japonais, Kamata Satoshi : *Toyota, l'usine du désespoir*, édité aux Editions ouvrières en 1976. Et le témoignage personnel qu'il apporte aujourd'hui avec *Le clou qui dépasse* n'est pas dénué d'intérêt.

Cette fois, ce n'est plus comme dans *Toyota* la vie des travailleurs professionnels d'une grande entreprise automobile qu'il raconte, mais celle des travailleurs embauchés à titre plus ou moins précaire

dans les petites entreprises de sous-traitance, qui pullulent au Japon, et auxquelles sont réservés les travaux les plus pénibles et les plus mal payés, et de qui dépend une part non négligeable de la classe ouvrière japonaise.

C'est l'exploitation sauvage en dehors de toute réglementation ; la lutte difficile pour faire respecter les règles de sécurité élémentaires, contre les heures supplémentaires ; la difficulté d'organiser syndicalement les quelques travailleurs qui veulent résister à l'exploitation quotidienne et aux multiples pressions patronales. Ces pressions peuvent aller jusqu'à tenter d'interdire aux ouvriers de prendre un tract à la porte de l'usine : il y a même des poubelles spéciales disposées à l'entrée des entreprises à cet effet. Il raconte aussi comment les travailleurs étrangers, immigrés asiatiques, coréens pour la plupart, constituent une fraction importante de la classe ouvrière du Japon, et que même ceux d'entre eux qui sont nés au Japon n'ont pas les mêmes droits que les travailleurs japonais et sont victimes du racisme ordinaire.

Souvent sur les chantiers, le travail se fait à la tâche, c'est-à-dire que, quelle que soit la durée réelle du travail à réaliser dans la nuit, qu'il prenne 8 ou 12 heures (car on travaille nuit et jour sur certains chantiers), la paie reste la même... Aux ouvriers d'éviter les incidents et de finir vite le travail engagé. Les accidents ? c'est

André L'Hénoret

### Le clou qui dépasse

Récit du Japon d'en bas



Préface de  
Jean-François Sabouret

La Découverte/témoins

là-bas aussi "la faute de l'ouvrier" la plupart du temps et "un déshonneur pour l'entreprise". Il faut les minimiser, voire ne pas en parler sous peine d'ennuis plus graves. Il n'est pas tout à fait impossible d'en parler mais il raconte combien lui-même, après un accident banal et sans trop de gravité, a réalisé comme "il est difficile d'avouer qu'on s'est blessé au boulot, surtout quand c'est par sa faute". Non sans une certaine malice, il rapporte les illusions de ses copains sur le mode de vie des travailleurs européens qui vivent sûrement dans "un pays de rêve" et "doivent rouler sur l'or", pas comme au Japon !

Il ressort de ce témoignage, composé des petits faits quotidiens de la vie d'un ouvrier parmi d'autres, des conversations au travail, ce qui fait que, par-delà les frontières, la classe ouvrière est une, malgré les différences de conditions de vie bien réelles, unie dans sa résistance contre l'exploitation quotidienne, dans sa lutte pour sa dignité et ses droits, et par une certaine idée de la solidarité nécessaire face aux patrons.

**Cécile BERNIER**

Le clou qui dépasse. Récit du Japon d'en bas d'André L'Hénoret. Editions La Découverte. 98F.



# Russie

Sur fond de désagrégation  
du pouvoir

## LE COUP DE FORCE TOURNE AU COUP DE FARCE

Le 9<sup>ème</sup> Congrès extraordinaire l'a vraiment été.

Rappel des précédents épisodes. Le 20 mars, après avoir longtemps tergiversé devant l'obstruction du Parlement, le président russe Eltsine tente un coup de force : il annonce faire passer le pays sous son "administration directe". Levée de boucliers des députés, du président du Parlement, Khasboulatov, et du vice-président, le général Routsikoï. La Cour constitutionnelle ayant déclaré illégale la manœuvre présidentielle, les députés convoquent un Congrès extraordinaire. A l'ordre du jour : destitution du Président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine.

Eltsine ayant fait savoir qu'il renonçait à des pouvoirs spéciaux que personne ne voulait lui accorder, le Congrès avait surtout pour but de permettre aux troupes du président du Parlement de se défouler un peu. Dans la coulisse Khasboulatov semblait avoir passé un nouveau compromis avec Eltsine, celui-ci reculant, celui-là s'arrangeait pour ne pas faire voter la destitution. Et c'est un Eltsine qui avait dû arroser la chose, que députés et télespectateurs virent et entendirent prêcher l'entente de tous.

A quoi tout cela rimait, on l'apprit dimanche 28 mars quand les rivaux de la veille, Eltsine et Khasboulatov, présentèrent une résolution conjointe enterrant (pour un temps, au moins) la hache de guerre. Fureur des députés qui, toutes tendances confondues, se sont sentis dupés. Du coup, ils mirent aux voix la destitution d'Eltsine... et de Khasboulatov. Résultat : un tiers des présents contre le président du Parlement, les deux tiers contre Eltsine (pour qu'il chute, il aurait fallu les trois quarts des votants). Alors, après une mêlée particulièrement confuse, match nul ? Entre les deux protagonistes, peut-être, car les jours qui viennent peuvent réserver d'autres rebondissements. Mais le pouvoir central en sort encore affaibli. Eltsine a été une nouvelle fois contraint de sacrifier un de ses soutiens, le ministre de l'Economie, Netchaïev.

### MALHEUR À L'ARBITRE !

Sur la question de la reprise en main du pouvoir — ces "pouvoirs spéciaux" — Eltsine, le représentant de ce qui reste de pouvoir centralisé, a dû reculer devant les députés. Mais plus sûrement encore sous la pression de tous ceux qui représentent un corps constitué, un centre de pouvoir... ou ont l'ambition d'en devenir un.

Le retournement des députés contre Khasboulatov, qui passait pourtant pour leur porte-drapeau, quand il a fait mine de tendre la main à un Eltsine, sonne comme un avertissement de la bureaucratie, — ou plutôt des multiples coteries et clans qui la composent — adressé à qui voudrait poser sa candidature au rôle d'arbitre. Cette bureaucratie, qui, depuis les années Quatre-vingt, a vu surgir en son sein des centres éclatés de pouvoir, n'est pas décidée à tolé-

rer que se reconstitue un centre de pouvoir unique qui rognierait forcément ses prérogatives actuelles.

### LA BUREAUCRATIE, SA DIVERSITÉ, SES RIVALITÉS

Significative, de ce point de vue, est la variété de ceux qui, ces jours-ci, sont montés au créneau contre la tentative, pourtant dérisoire, de coup de force eltsinien. Contre lui se sont ligüés les nostalgiques du stalinisme ou du monarchisme, mais aussi des députés réputés pro-eltsiniens, ainsi que le vice-président, le Premier ministre, le ministre de la Défense, le président de la Cour constitutionnelle et le président du Parlement.

Ces derniers ne passaient pourtant pas pour des ennemis d'Eltsine : ils avaient même souvent été nommés par lui à leur poste actuel.

C'est d'ailleurs moins une affaire politique que sociale : quelle que soit leur actuelle étiquette politique — ils en changent souvent — ces politiciens appartiennent à la même couche parasitaire. Or, chaque bureaucrate titulaire de la moindre parcelle d'autorité s'emploie, becs et ongles, à la préserver des empiètements de l'échelon hiérarchique supérieur ou de la coterie d'à-côté, ses rivaux.

Ce que l'on constate au sommet — une lutte d'influence entre notamment le législatif, l'exécutif et le judiciaire qui aboutit à la paralysie du pouvoir central — a son reflet à chaque niveau — régional, municipal, local — du pouvoir. Eltsine a tenté de s'en prémunir en doublant les autorités par des hommes à lui, des "gouverneurs" et des "préfets". Cela a eu pour effet de voir les maires — eltsiniens ! de Moscou et Léninegrad... chercher à se démarquer du Kremlin. Dans les provinces, Eltsine n'a guère eu plus de succès. Ces jours-ci, il vient de limoger les "gouverneurs" de Novosibirsk et d'Irkoutsk, nommés pourtant par lui, parce qu'ils "s'opposaient aux réformes" mais plus probablement parce qu'ils s'opposaient à lui.

Eh oui, la bureaucratie ne rêve que cela : voler — dans tous les sens du terme — par elle-même sans que la tour de contrôle du Kremlin y ait à redire. Récemment, le journal *Le Monde* écrivait que les compagnies pétrolières occidentales "tournent Moscou" préférant négocier directement avec les autorités locales.

### L'OFFICIER, LE PERCEPTEUR ET LE BUREAUCRATE

Jacques Attali, le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est,

présente un projet de cette BERD consistant "à recycler des officiers en inspecteurs des impôts". C'est censé faire d'une pierre deux coups : désamorcer la grogne militaire et mettre en place de quoi faire rentrer des sous dans les caisses d'un Etat... qui ne peut plus rembourser ses créanciers occidentaux.

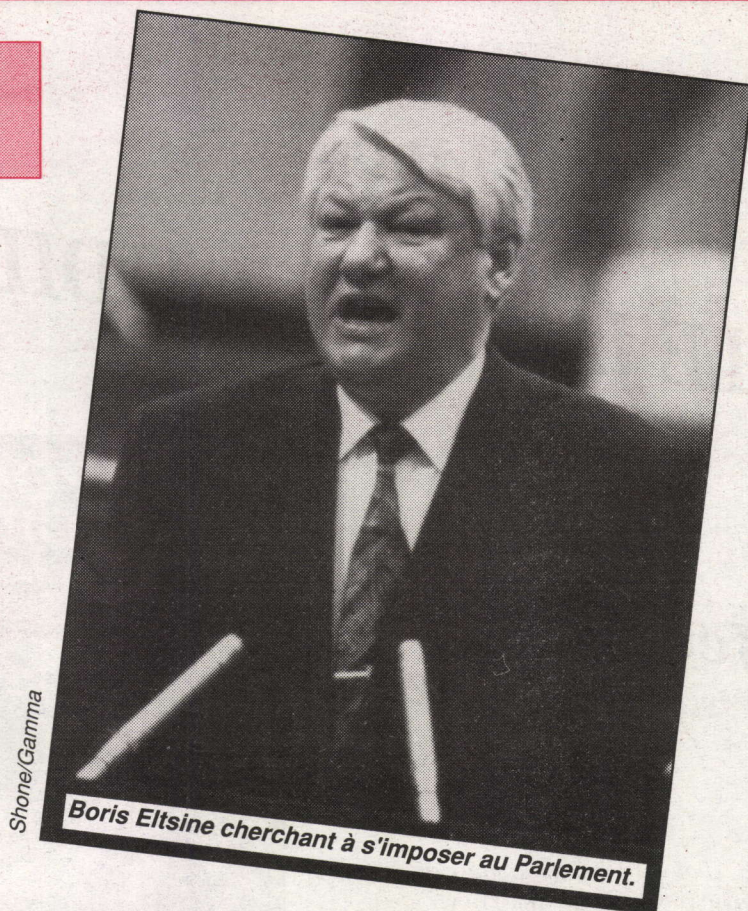
Certes, un des aspects visibles du problème de l'Etat dans l'ex-URSS provient de ce que l'appareil d'Etat se trouve en miettes avec, comme seul élément encore un peu solide, l'armée. Mais, une des raisons des appels, tant d'Eltsine que de ses adversaires ces derniers temps, à ce que l'armée reste hors de ce qui se joue au Parlement, tient à la peur des leaders de la bureaucratie de constater que, sortie du fourreau, leur épée est corrodée par des années de luttes pour le pouvoir et risquerait, à son tour, de voler en éclats comme l'a fait l'Etat soviétique. Les liens de nombre d'officiers avec des autorités "indépendantes" de la bureaucratie ou avec tel ou tel grand secteur de l'économie (cette fameuse "reconversion" du complexe militaro-industriel) sont probablement tels, qu'il y a belle lurette que certains d'entre eux se sont transformés sinon en inspecteurs des impôts, du moins en collecteurs de fonds et de bakchichs. Seulement, pas pour le compte de l'Etat central ; pour le leur et pour celui de leurs alliés de tel clan ou telle coterie.

### LE RÉFÉRENDUM, QUEL RÉFÉRENDUM ?

Finalement, les députés ont quand même autorisé Eltsine à organiser son fameux référendum. Seulement, outre qu'au lieu de renforcer le pouvoir présidentiel cela risque d'affaiblir la présidence (il est peu probable que les électeurs approuvent le bilan de la politique économique et sociale du gouvernement, le Parlement ayant rajouté cette question à celle de savoir si le président a la confiance de la population), on peut tout simplement douter du fait qu'Eltsine ou d'autres soient en mesure d'organiser ce référendum pour le 25 avril.

Car ce sont bien évidemment les autorités locales qui, avant même le résultat, décideront du sort du référendum. Des autorités dont on sait qu'elles y sont hostiles — elles le sont à tout ce qui vient du "centre" — et qui ne peuvent que se sentir confortées dans l'indépendance de leurs fiefs en entendant le représentant de cet énorme Etat russe devoir concéder au Parlement que, désormais, pour constituer le gouvernement, il prendrait en compte "les candidatures proposées par les républiques (autonomes), les régions, les partis politiques et les mouvements de masse".

Pierre LAFFITTE



Shone/Gamma

Boris Eltsine cherchant à s'imposer au Parlement.

## Cherchez la différence

"Nous sortons tous du même passé", lança un député à un ténor eltsinien qui, ces jours derniers, pérorait au Parlement contre le régime "communiste". Il en savait quelque chose : lui qui voulait passer pour un "monsieur" respectable, n'était rien moins qu'ancien secrétaire de district du parti.

Si certaines célébrités du monde politique russe actuel ne cachent guère leur passé — le vice-président Routsikoï fut un officier supérieur,

"héros" de la guerre d'Afghanistan ; le Premier ministre Tchernomyrdine, un ministre de Gorbatchev ; le chef du Parlement Khasboulatov, un économiste membre du parti — d'autres, dans le camp dit "démocrate", préféreraient le faire oublier. Ainsi l'ex-Premier ministre Gaïdar, neveu d'un écrivain adulé de Staline, fils d'un diplomate brejnévien, a ainsi pu faire toutes ses études dans les meilleures écoles et universités oc-

cidentales avant de se propulser sur la scène politique dans les derniers temps du gorbatchévisme ; Bourboulis, un autre proche d'Eltsine, acharné s'il en est de la dénonciation du "communisme", fut un professeur de "marxisme" dans une école supérieure du parti ; quant à Eltsine lui-même, sa carrière commença comme spécialiste de l'intensification du rendement dans les camps de l'Oural avant de le porter au Politburo.